

#47

prix 1,50 euro | 54e année | mai-juin 2010

BELGIE-BELGIQUE

P.B. 1/9352

BUREAU DE DÉPÔT

BRUXELLES 7

MAI-JUIN 2010

la gauche

comprendre le monde pour le changer



- 4 **Un emploi: c'est un droit! Une campagne nationale LCR**
par Ataulfo Riera
- 7 **Précarité, bas salaires, chômage...** *par Céline Caudron*
- 8 **FGTB-CSC: Y a-t-il un pilote dans l'avion?**
par Guy Van Sinoy
- 11 **Statut ouvrier et employé: Alignement vers le bas?**
par Bruno De Wit
- 12 **Techspace Aero (Herstal), les leçons d'une grève**
par Denis Horman
- 13 **L'"Ordre des infirmiers" (momentanément?) écarté**
par Bert Inwoud
- 14 **Zones de non droit ou zones de sans-droits?**
par Thierry Pierret
- 15 **La pauvreté frappe un habitant sur 7, une femme sur 5!**
par Guy Van Sinoy
- 16 **Avortement, la lutte n'est pas terminée**
par Francine Dekoninck
- 17 **Pour la libération d'Ali Aarrass**
par Luk Vervae
- 18 **Mobilisation pour le climat et stratégie anticapitaliste**
par Daniel Tanuro
- 22 **Le peuple grec au pain sec** *par Guy Van Sinoy*
- 23 **Les islandais refusent de payer la crise**
par Olivier Bonfond, Jérôme Duval et Damien Millet
- 24 **France: Elections régionales : état des lieux**
par Nicolas
- 26 **Pakistan: le développement du Parti du travail (LPP)**
par Farook Tariq
- 28 **Des défis à relever à Cuba** *par Eric Toussaint*
- 30 **L'UE devrait-elle financer la sécurité israélienne?**
par Ben Hayes
- 31 **En mémoire de Jos Geudens (1948-2010)**
par Eric Toussaint

cover

Little Shiva / Titom

back cover

photo du 24ème camp international de jeunes révolutionnaires, Barbaste 2007 par Jose Téllez



Ont collaboré à ce numéro:
Ataulfo Riera, Bruno De Wit, Céline Sylvestre, Céline Caudron, Chris Den Hond, Daniel Tanuro, David Baele, David Dessers, Denis Horman, Eric Toussaint, Farook Tariq, Francine Dekoninck, Freddy De Pauw, Guy Van Sinoy, Louis Verheyden, Little Shiva, Luk Vervae, Marijke Colle, Michèle Marteaux, Nicolas, Olivier Bonfond, Pauline, Stéphanie Staësse, Thierry Pierret, Thierry Tillier, Thomas Weyts, Thouraya Ben Youssef.

La Gauche est le journal bi-mestriel de la Ligue Communiste Révolutionnaire LCR, section belge de la Quatrième Internationale.

Les articles signés n'engagent pas forcément la rédaction.

Adresse et contact: 20, rue Plantin 1070 Bruxelles, info@lcr-lagauche.be

Tarifs et abonnements: 1,5 € par numéro; 8 € par an.

A verser sur le n° de compte de la Formation Léon Lesoil: 001-0728451-57 mention "La Gauche"

La Gauche est éditée par la Formation Léon Lesoil
e.r. A. Riera
20 rue Plantin, 1070 Bruxelles



www.lcr-lagauche.be

Quelle unité pour la gauche radicale?



par Ataulfo Riera

La question de l'unité de la gauche radicale prend, dans le contexte actuel de la crise capitaliste, une importance particulière et qui ira croissante à l'approche des prochaines élections législatives de 2011. Quatre organisations de gauche (PTB, PC, PSL et LCR) témoignent aujourd'hui d'une réelle existence sur le champ politique et dans les luttes. Plusieurs démarches unitaires ont pu se concrétiser avec l'ensemble ou une partie de ces forces de la gauche radicale pour soutenir les travailleurs de Bridgestone, de Tecteo ou d'IAC, à travers des appels, des tracts ou une activité commune. La LCR a également proposé au PC, PTB et PSL d'élaborer et de diffuser ensemble un appel unitaire à l'occasion de la fête du Premier Mai, en soutien aux luttes contre la crise et pour inviter les militant-e-s syndicaux à s'engager pour élaborer un programme et une alternative politique à gauche.

Depuis plusieurs mois, des rencontres bilatérales ont eu lieu entre des délégations du PC, du PTB et de la LCR. Ces rencontres se sont globalement déroulées dans un bon état d'esprit et constituent en soi un net progrès par rapport au passé. Néanmoins, elles n'ont pu aboutir à concrétiser une unité

d'action permanente, ni à débayer le terrain sur la question de l'unité dans les urnes pour les prochaines élections législatives.

Au cours de ces rencontres le PC a fait la proposition intéressante de mettre sur pied un "comité de liaison" permanent entre des représentants des 4 organisations. La LCR s'est déclarée pleinement disponible pour une telle initiative. Malheureusement, et nous le déplorons également, le PC a fait savoir par un courrier "que la volonté de non exclusive que nous portions ainsi que le souhait d'initier un véritable processus de travail structurel unitaire ne font pas l'unanimité (...). Dans ces conditions, nous estimons que le plus sage est de ne pas initier (du moins pour le moment) le comité de liaison pluriel".

Il est vrai que les divergences restent importantes entre nos partis respectifs. Pour ne prendre qu'un exemple, en ce qui concerne la question – d'une brûlante actualité selon nous – de la lutte contre l'offensive islamophobe, sexiste et raciste actuellement en cours, seule la LCR et le PSL ont clairement pris position. Mais, y compris dans le cadre de ce combat, des divergences tactiques avec le PSL se sont fait jour.

Néanmoins, ce genre de désaccords – et d'autres encore – aussi importants soient-ils, ne constituent pas en soi un obstacle insurmontable à la mise sur pied d'un tel comité de liaison unitaire qui, à condition

de bien définir ses objectifs, aurait pu décider de les mettre en discussion ou de les contourner pour nous concentrer sur nos convergences dans les luttes, pour mener une campagne commune et, enfin, pour commencer à aborder la question de l'unité électorale.

La raison de l'échec de la proposition du PC réside donc dans l'existence "d'exclusives" vis à vis de certains des partenaires pressentis. Des exclusives qui ont sans doute beaucoup à voir avec la volonté du PTB de circonscrire l'unité de la gauche radicale dans le cadre de sa ligne actuelle: celle d'une opposition très modérée qui se campe d'emblée à côté et sur le terrain du PS et d'Ecolo, en se démarquant nettement de toute forme "d'extrémisme", et cela dans l'espoir d'attirer des courants "de gauche" (selon nous inexistantes) au sein de ces partis traditionnels.

Cette orientation rejoint par ailleurs sur bien des points celle du PC, qui vise à construire une unité de forces de la gauche radicale dans le but de servir "d'aiguillon" de gauche à la social-démocratie et aux Verts afin de les "ramener dans le droit chemin", et qui a tiré comme principal bilan de ses mauvais résultats électoraux que sa campagne avait été "trop anticapitaliste".

Selon nous, trois conditions sont indispensables pour une stratégie unitaire; **1)** rassembler sans exclusive la gauche anticapitaliste; **2)** élaborer ensemble un programme clair et une stratégie sans compromission vis à vis de la social-démocratie et les Verts; **3)** reconnaître chaque composante comme un partenaire à part entière.

Tout en ne subordonnant pas ces conditions à l'unité immédiate et nécessaire dans les luttes, c'est ce que nous continuerons à défendre en perspective des élections législatives de 2011. L'expérience démontrant en outre qu'il nous faut aborder une telle échéance suffisamment tôt pour lui donner toutes ses chances! ■

photomontage: Little Shiva

Un emploi: c'est un droit!

Une campagne nationale de la LCR

↳ par Ataulfo Riera

La question de l'emploi est au coeur de la crise sociale provoquée par la crise capitaliste. Chaque semaine amène son lot de restructurations, de fermetures d'entreprises et de licenciements dits "économiques". Les chiffres sont connus: 74.000 emplois supprimés en 2009, plus de 60.000 autres en 2010. Dans l'Union européenne, 7 millions d'emplois ont été détruits en 2009. Alors que les travailleurs-euses ne sont nullement responsables, ils paient plusieurs fois la facture: par les mesures d'austérité gouvernementale, par les licenciements massifs, par la hausse du chômage et de la précarité...

Aucune des politiques mises en oeuvre jusqu'à présent n'a pu résoudre la question de l'emploi: et pour cause, le gouvernement est au service des capitalistes et pas des couches populaires. Son objectif premier et d'aider le patronat à restaurer ses taux de profits sur le dos des salarié-e-s. S'il a débloqué des milliards, c'est seulement pour sauver les banquiers et les spéculateurs. Après un moment d'hésitation et de perte de légitimité, les politiques néolibérales continuent de plus belle: si l'idéologie néolibérale est mise en sourdine par rapport à la période précédente, ce n'est pas le cas de son application concrète.

Désarroi à la base, aveuglement au sommet

Malgré des luttes courageuses menées dans certaines entreprises (Bridgestone, Tecteo, IAC, Carrefour, Godiva, Techspace Aero...) - et parfois victorieuses comme à Inbev - dans la phase actuelle de la crise, c'est la fatalité et le désarroi qui prédominent le plus parmi les travailleurs-euses. L'épée de Damoclès des licenciements et l'absence d'une riposte d'ensemble et déterminée de la part des organisations syndicales pèsent de tout leur poids.

Les directions syndicales n'ont démontré aucune volonté d'étendre et d'unifier les luttes, qui restent isolées, entreprise par entreprise, secteur par secteur. Elles n'ont pas de but et de stratégie d'ensemble, pas de plan d'action, mis à part des manifestations

isolées dans le temps. Ces mobilisations, comme celle du 29 janvier dernier qui a été un succès numérique, ne sont conçues par elles que pour mettre une pression ponctuelle et sans lendemain dans le cadre de négociations au sommet en "concertation" avec le patronat et/ou le gouvernement. Elles n'ont d'autre but également que de relâcher un peu la pression d'une base pourtant disponible à lutter à condition que l'on trace une réelle perspective.

Pour les directions syndicales, une seule chose semble compter: sauver coûte que coûte leur place dans la concertation sociale et préserver la sacro-sainte "compétitivité" des entreprises "belges". Il s'agit pourtant d'une logique infernale et

Une alternative politique anticapitaliste est nécessaire!

La crise globalise et politise les revendications particulières: elle pose directement la question d'un débouché politique aux luttes face à des partis traditionnels entièrement acquis au capitalisme et à sa gestion néolibérale et qui laissent faire le "bain de sang social". La politisation des luttes doit également figurer à l'avant plan: on le voit avec les entreprises qui licencient alors qu'elles reçoivent des milliards en cadeaux fiscaux (intérêts notionnels en tête) et de subsides sans aucune contrepartie, ce qui pose directement la question du pouvoir politique responsable de ces cadeaux au patronat. En outre, refuser l'austérité budgétaire gouvernementale destinée à résorber la dette et les déficits publics creusés par la crise, c'est là aussi s'en prendre à des choix politiques globaux, à la question de la redistribution des richesses entre le capital et le travail dont l'Etat capitaliste est un des principaux leviers via la fiscalité. Dans ce contexte, la LCR plaide avec force pour la construction d'une alternative anticapitaliste large qui soit aussi fidèle aux luttes des salarié-e-s et des opprimés que les partis traditionnels le sont aux intérêts des capitalistes. ■

suicidaire pour les travailleurs-euses car la concurrence des capitalistes a besoin de la concurrence des travailleurs entre eux: concurrence sur le marché du travail pour abaisser le coût de la main d'oeuvre et augmenter sa flexibilité; concurrence entre les travailleurs d'entreprises différentes et au sein de chaque entreprise; concurrence enfin entre les travailleurs des différents pays...

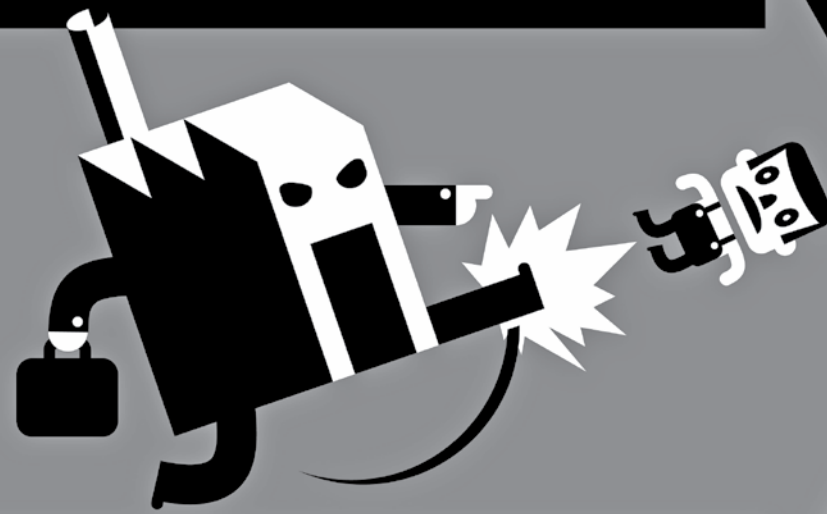
L'adhésion à la logique de la compétitivité revient purement et simplement à remplacer la lutte et la conscience de classe par l'esprit d'entreprise: à faire gagner "ses" entreprises à l'échelle du pays face à la concurrence internationale d'une part et à défendre "son" entreprise contre toutes les autres d'autre part. C'est, in fine, la mort du syndicalisme dont le principe de base est pourtant la solidarité sans frontières entre les travailleurs-euses, quels que soient leurs statuts, secteurs ou nationalité.

La crise radicale d'un capitalisme radical exige des réponses radicales

La "stratégie", ou plutôt l'absence de stratégie actuelle des directions syndicales, ne mène nulle part, y compris du strict point de vue de l'obtention de demandes minimales ou présentées comme "raisonnables" au patronat, car la crise réduit considérablement les marges de manoeuvres pour les négociations feutrées. Pour restaurer à un haut niveau leurs profits, les capitalistes ne veulent presque plus rien céder... sauf si on le leur impose par la force d'une mobilisation déterminée!

Le rouleau compresseur de la crise et de ses désastres ne s'arrêtera pas sans une intervention des travailleurs-euses qui soit à la hauteur des enjeux et des forces mises en oeuvre par la crise. Comment préparer un tel mouvement d'ensemble malgré les difficultés? D'abord en discutant de sa nécessité, en popularisant parmi les salariés et les précaires l'idée d'un "tous ensemble" contre la crise, en adoptant ensuite cette perspective et en la mettant en avant dans toutes les luttes partielles pour les faire converger à moyen terme sur base d'un plan d'urgence sociale et écologique et d'un plan

CONTRE LES LICENCIEMENTS



d'action ambitieux. Unifier les revendications, unifier dans et par l'action, unifier au delà de toutes les frontières: syndicales, d'entreprises, de secteurs, des régions, des pays, c'est la seule voie qui permettra au mouvement ouvrier d'imposer ses propres solutions. A travers sa campagne nationale, la LCR veut tout d'abord contribuer à populariser ces nécessités, que ce soit parmi l'avant-garde syndicale, les salarié-e-s en lutte ou les travailleurs-euses en général.

Garantir le droit à l'emploi par l'interdiction généralisée des licenciements

La LCR propose dans sa campagne une série de mesures d'urgence sociale et qui s'articulent autour de 3 mots d'ordres

centraux: "Un emploi: c'est un droit! Interdisons les licenciements! Créons 500.000 emplois de qualité". La revendication essentielle permettant de garantir l'emploi comme un droit social est celle d'une interdiction généralisée des licenciements et l'instauration d'un fonds public alimenté par l'ensemble du patronat, afin de maintenir l'emploi dans toutes les entreprises, qu'elles soient bénéficiaires ou non. Cette mesure à une double valeur pédagogique: elle empiète directement sur le pouvoir patronal de décider de l'avenir des salariés et pointe les capitalistes comme uniques responsables de la crise, qui doivent donc en assumer seuls les conséquences.

Le patronat use et abuse également des licenciements individuels pour contourner

les obligations liées aux licenciements collectifs et économiques, mais aussi pour maintenir la peur et son pouvoir disciplinaire. Il est inacceptable que les patrons se fassent eux-mêmes justice en accusant, instruisant, sanctionnant et exécutant eux-mêmes des fautes qu'ils imputent aux travailleurs et jamais à eux-mêmes. Les travailleurs et leurs organisations syndicales doivent donc avoir un droit de regard sur les licenciements individuels et imposer la réintégration obligatoire de tous les travailleurs licenciés abusivement.

Interdire les licenciements, c'est aussi maintenir l'emploi lorsqu'une entreprise fait faillite. Plutôt que de fermer l'entreprise et voir partir en fumée les infrastructures et le savoir-faire des travailleurs, il faut exiger leur reconversion professionnelle, avec maintien du statut et du salaire, ou la reconversion technique de l'entreprise par sa nationalisation sous contrôle des salariés.

Créer 500.000 emplois de qualité

Dans un contexte de chômage de masse et de dégradation des conditions de travail, défendre l'emploi existant tel qu'il est aujourd'hui ne suffit pas. Face à la volonté patronale d'étendre le chômage pour les uns et la flexibilité pour les autres, la revendication d'une réduction du temps de travail (sans perte de salaire, ni augmentation des cadences) et avec embauche compensatoire massive par la création d'emploi de qualité devient aujourd'hui centrale.

A ce titre, nous avançons la possibilité de créer 500.000 emplois privés et publics: dans le privé par une réduction généralisée du temps de travail à 32 heures par semaine, avec embauche compensatoire et sans perte de salaire d'une part; et dans le public par la créations de centaines de milliers d'emplois permettant de répondre aux besoins sociaux et écologiques (dans les secteurs de la santé, de l'éducation, du logement, des transports) qui seraient financés en prenant l'argent là où il est: par un impôt sur les grandes fortunes capitalistes

et par la suppression de la dette publique détenue par ces mêmes grandes fortunes.

L'interdiction des licenciements et la création massive d'emplois par la réduction du temps de travail s'accompagnent également pour nous de l'exigence essentielle du "contrôle ouvrier" sur les licenciements et les livres de comptes afin de déterminer si oui non une entreprise est réellement en difficulté; pour contrôler ce fonds patronal et les mesures de reconversion et d'embauche, pour empêcher toute hausse des cadences, etc.

La question clé dans la situation actuelle est de savoir qui est responsable de la crise et qui doit la payer. C'est pourquoi l'exigence de l'interdiction des licenciements a un caractère essentiel selon nous. Interdire les licenciements et diminuer le temps de travail pour embaucher avec un emploi stable et correctement payé – à 1500 euros net minimum – toutes celles et tous ceux qui sont au chômage, c'est tout à fait possible, c'est avant tout une question de rapport de force! ■

Interdire les licenciements: une idée qui fait son chemin?

Au cours de la grève à Inbev, le PS a fait mine de s'attaquer aux intérêts notionnels en demandant que ces avantages fiscaux soient remboursés lorsqu'une entreprise rentable en a bénéficié mais qu'elle licencie quand même. C'est évidemment la moindre des choses, mais on ne peut visiblement pas compter sur le PS pour la mettre réellement en application!

L'idée d'une interdiction des licenciements quant à elle semble commencer à faire son chemin, mais de manière hypocrite pour certains ou insuffisante pour d'autres. Ainsi, dans ses "priorités" pour la présidence belge de l'Union européenne, Ecolo demande d'"interdire les licenciements abusifs pour les entreprises bénéficiaires". Outre qu'Ecolo se dédouane de ses responsabilités en Belgique en se plaçant au niveau européen où une telle demande est totalement illusoire puisque la règle de l'unanimité prévaut pour ce type de mesure, on ne peut que s'interroger sur la notion de "licenciement abusif" et sur le caractère limité d'une demande qui ne concerne que les "entreprises bénéficiaires".

Le PTB avance également, sous forme de "Loi Inbev", une mesure qui va dans ce sens: "Nous demandons qu'une loi Inbev soit votée en urgence. Ainsi les licenciements seraient interdits dans les entreprises

rentables. En cas de non-respect de la loi, tous les avantages fiscaux, aides publiques et réductions de cotisations patronales accordés devraient être remboursés immédiatement."

En soi, cela serait un pas en avant, mais à condition qu'il permette d'aller plus loin car depuis l'éclatement de la crise et au vu de l'ampleur de ses conséquences, se limiter à interdire les licenciements dans les entreprises "rentables" ne répond nullement à l'urgence sociale. En effet, d'une part le nombre d'entreprises réellement en difficulté à bien entendu considérablement augmenté. D'autre part, via des transferts internes entre sièges ou filiales et autres tours de passes-passes comptables, de nombreuses entreprises masquent leurs bénéfices réels et se déclarent frauduleusement déficitaires.

Une interdiction des licenciements dans les seules entreprises rentables laisserait non seulement de côté des centaines de milliers de travailleuses-euses, mais elle aurait comme risque de voir se multiplier ces tromperies. Nous pensons qu'une interdiction généralisée des licenciements n'est pas moins "réaliste", elle exige, comme toute mesure offensive, une mobilisation déterminée afin d'inverser les rapports de forces. ■

Commandez notre matériel de campagne!

Dans le cadre de notre campagne nationale "Un emploi, c'est un droit!", la LCR édite un ensemble de matériel. Au total, une série de 4 tracts thématiques seront disponibles tout au long de l'année 2010. Ces tracts thématiques développent notre point de vue sur l'interdiction des licenciements; contre les inégalités et les discriminations sexistes à l'emploi; contre la chasse aux chômeurs, le recul de l'âge de la pension et les discriminations racistes et détaillent la création de 500.000 emplois de qualité privés et publics par la

RTT et en prenant l'argent là où il est. Une brochure d'explication sur la crise capitaliste et de développement d'arguments pour notre plan d'urgence anticapitaliste sera également publiée. Des affiches et des autocollants "Interdisons les licenciements!" sont d'ores et déjà disponibles. Aidez nous à diffuser ce matériel, commandez-le en écrivant à la LCR, 20 rue Plantin à 1070 Bruxelles, ou par mail info@lcr-lagauche.be ou par téléphone au 0476 900 997 et en spécifiant la quantité et le type de matériel souhaité. ■

www.lcr-lagauche.be



Précarité, bas salaires, chômage...

Les femmes en ont ras-le-bol!

par Céline Caudron

Majoritaires parmi les plus pauvres, les femmes sont les premières victimes du capitalisme. Ce n'est pas nouveau. Aujourd'hui, les patrons et les gouvernements font payer la crise à ceux et celles qui n'en sont pas responsables. Sans surprise, les femmes sont les plus durement touchées par ces politiques anti-sociales qui augmentent encore plus la précarité et les violences qu'elles vivent déjà au quotidien.

Au début de la crise, les premières pertes d'emplois massives se vivaient dans des secteurs majoritairement masculins, comme l'industrie lourde ou l'automobile. Ainsi, pendant les deux premiers trimestres de 2009, même si les femmes restaient les plus nombreuses parmi les chômeurs/euses, les hommes étaient davantage touchés par la hausse du chômage. Pourtant, à l'époque, les travailleuses constituaient déjà 30% des salarié-e-s en chômage économique avec baisse de revenu à la clé alors que leur proportion parmi le personnel des secteurs concernés était bien moins élevée. Au troisième trimestre 2009, les chiffres deviennent plus parlants; sur les 39.000 nouveaux chômeurs enregistrés, 31.000 sont des femmes!

Temps partiel: les femmes

Pour celles et ceux qui gardent leur travail, il s'agit d'affronter l'augmentation des cadences et de la flexibilité que les patrons imposent en prétextant la crise, avec toutes les conséquences négatives en chaîne sur leur santé, leur salaire, leurs droits sociaux ou leur pension. Ces conditions de travail pénibles qui impliquent des conditions de vie difficiles, de nombreuses femmes les connaissent déjà. Beaucoup de secteurs majoritairement féminins, comme le nettoyage ou la grande distribution, leur imposent des temps (très) partiels, souvent avec des horaires variables ou coupés. Ainsi, 50% des femmes salariées travaillent

à temps partiel contre 11% des hommes. Partant d'une situation déjà moins enviable avant la crise, la détérioration des conditions de travail pour tout le monde est encore plus importante pour les travailleuses.

Les inégalités entre hommes et femmes se ressentent aussi dans la vie privée. Faute de services publics accessibles et adaptés en quantité et en qualité, les femmes sont ainsi plus nombreuses à sacrifier leur autonomie financière (salaire, chômage, pension, ...) en se retirant du marché de l'emploi de façon temporaire ou définitive pour assumer ces tâches. Celles qui peuvent se le permettre s'en déchargent... sur d'autres femmes moins bien loties parce que peu qualifiées, sans papiers ou discriminées sur base de leurs origines, qui n'ont pas d'autre choix que d'accepter ce genre de travail, souvent au noir ou en titres-services et donc extrêmement précaire. Les budgets d'austérité votés par les gouvernements vont encore restreindre l'offre et la qualité de services publics, faisant encore plus reposer sur les épaules des femmes le poids des tâches "domestiques".

Le temps partiel, les interruptions de carrière, les emplois précaires et mal rémunérés qu'elles occupent sont des causes importantes de l'écart salarial (encore 23,48% en Belgique en 2009) et de leurs pensions en moyenne 20% plus basses que celles des hommes. A la tête de 85% des familles monoparentales, elles ont encore plus de difficulté à trouver un logement ou un travail et à se construire une vie sociale. Sans compter les violences sexistes qu'elles vivent, des insultes aux coups et mutilations, en passant par le harcèlement, les viols, les pressions morales et sociales... voire le meurtre.

Nous demandons:

En période de crise, ces injustices et ces inégalités ont tendance à augmenter, comme c'était le cas dans les années '30 et '80. Plus que jamais, il est donc nécessaire de faire converger les fronts de luttes contre le sexisme, le racisme et le capitalisme en se mobilisant largement, toutes et tous ensemble, pour l'égalité des salaires, des conditions de travail et des conditions de vie entre hommes et femmes à travers:

- la réduction du temps de travail sans perte de salaire, sans augmentation des cadences ou de la flexibilité et avec embauche compensatoire
- l'interdiction des contrats précaires et leur conversion en emplois statutaires ou en CDI à temps plein
- l'augmentation significative et l'indexation automatique des allocations sociales et des salaires calculés sur base de la fonction
- la suppression du statut "cohabitant" et du contrôle des chômeurs/euses
- la prépension à 55 ans et la pension à 60 ans maximum pour toutes et tous, avec une allocation à 75% du revenu sur les 5 meilleures années et une juste reconnaissance des métiers pénibles des femmes
- la défense, l'extension et l'amélioration de tous les services publics. ■



FGTB-CSC Y a-t-il un pilote dans l'avion?

par Guy Van Sinoy

Depuis des mois, le chômage partiel creuse des trous dans le budget de pas mal de ménages, les licenciements pleuvent, les restructurations et les fermetures s'accumulent. Opel, Inbev, Carrefour, Decto, Cartomills, Godiva, pour ne citer que les exemples les plus récents. D'autre part les négociations entre patronat et syndicats sur l'harmonisation des statuts entre employés et ouvriers piétinent. Enfin la prochaine conférence nationale sur les pensions sera un enjeu considérable pour des millions de salariés du privé et du public, de chômeurs, de prépensionnés car le gouvernement Leterme s'aligne sur l'OCDE, l'Union européenne et d'une manière générale sur toutes les officines patronales qui réclament un allongement de la carrière. Face à cette situation, les militants syndicaux sont en droit d'interroger leurs directions syndicales pour connaître le plan de bataille. Mais y a-t-il une stratégie syndicale? Y a-t-il un pilote dans l'avion?

Carrefour

Lorsque Carrefour a annoncé son plan de restructuration (suppression de 1.672 emplois, fermeture de 21 magasins, vente d'une série de magasins à des franchisés), le personnel de toute une série de sièges est spontanément parti en grève, y compris dans certains sièges qui n'étaient pas menacés de fermeture. La semaine suivante, les cen-



trales syndicales des employés de la FGTB (SETCa) et de la CSC (CNE et LBC) ont lancé un mot d'ordre de grève générale de 24 heures, en partie pour couvrir les arrêts de travail déjà prévus. Depuis lors, on a l'impression que les directions syndicales sont vissées à la table des réunions du conseil d'entreprise en espérant un miracle. Elles "couvrent" les arrêts de travail, mais n'organisent pas la lutte.

Et pourtant le climat social est favorable pour entamer une lutte offensive. Partout dans les magasins du groupe Carrefour, le personnel est scandalisé d'être traité de la sorte et d'être contraint soit aux baisses de salaires soit au licenciement. Dans certains GB les caisses automatiques, où le client scanne lui-même ses achats, ont été mises hors d'usage. Dans beaucoup de magasins de nombreux clients viennent témoigner leur solidarité avec le personnel, notamment en signant des pétitions. CNE, SETCa et LBC devraient s'adresser par tracts à la clientèle et l'inviter, par exemple, à participer à une manifestation nationale de tous les travailleurs du secteur de la distribution.

Qu'attendent les directions syndicales pour lancer une grande campagne d'actions pour bloquer la restructuration? Une campagne d'information adressée à tous les travailleurs du secteur des supermarchés (Delhaize, Aldi, Makro, Colruyt, Match, Champion, etc.). Le morcellement du personnel entre différentes commissions paritaires déforce les travailleurs car le patronat finira par imposer à l'ensemble du personnel du secteur les conditions les plus défavorables aux salariés. Ce qui est en train de se passer n'est pas seulement une restructuration chez Carrefour, c'est une épreuve de forces pour casser le syndicalisme dans ce secteur et imposer des condi-

tions de travail et de salaire dans tous les supermarchés comme on en connaît aux Etats-Unis. Une lutte de l'ensemble du secteur est donc indispensable.

Il n'est pas encore trop tard, mais il est grand temps car après l'été il sera trop tard. Le temps joue en faveur du patronat de Carrefour et du patronat du secteur de la distribution.

Le rapprochement des statuts employés - ouvriers

Dans l'ensemble, les ouvriers ont un statut plus défavorable que celui des employés: période d'essai et préavis beaucoup plus courts, jour de carence en cas de maladie, salaire garanti pendant une période plus courte en cas de maladie. Après avoir fait pression pour que le chômage économique soit étendu aux employés (prétendument pour "sauver" des emplois) et obtenu satisfaction, les employeurs rechignent maintenant à prolonger les négociations pour aligner le statut des ouvriers sur celui des employés. Sauf pour proposer, par exemple, d'aligner les statuts par le bas: réduire la durée de préavis des employés pour la rapprocher de la durée du préavis des ouvriers.

Mais il existe aussi des tensions au sein des appareils syndicaux. Le rapprochement des statuts entre ouvriers et employés posera inévitablement à un moment ou l'autre la question des frontières syndicales. Jusqu'à présent un ouvrier FGTB de la chimie est affilié à la Centrale Générale et un employé FGTB de la même entreprise est affilié au SETCa. Et demain si les statuts sont harmonisés, à quelle centrale seront affiliés les travailleurs? Est-ce que les employés de l'industrie vont-ils être transférés aux centrales ouvrières? Est-ce que les syndicats employés vont-ils se limiter au secteur tertiaire? Derrière ces questions, il y a des intérêts bureaucratiques considérables car du nombre d'affiliés d'une centrale dépend, notamment, le montant des rentrées financières, la taille de l'appareil et les rapports de forces entre centrales au sein d'un même syndicat. Toutes les centrales de la CSC et de la FGTB ont-elles un point de vue commun sur l'harmonisation des statuts entre ouvriers et employés?

Le 17 mars, les syndicats employés (SETCa,

CNE, LBC) ont rassemblé plusieurs milliers de militants devant le siège de la Fédération des Entreprises de Belgique (FRB) pour faire pression sur le patronat et le presser de négocier. La mobilisation était spectaculaire. Mais les enjeux sont tels qu'il faudra plus qu'un rassemblement de militants, en crédit d'heures et avec un lunch paquet, pour faire céder le patronat.

La Conférence nationale sur les Pensions

A la suite du Livre Vert de Michel Daerden sur les pensions, une "task force" a été mise sur pied pour préparer la Conférence nationale sur les pensions. Cette "task force", présidée par Michel Daerden et coordonnée par Michel Jadot (PS, ex-manager du SPF Emploi), comprendra des représentants de la FGTB (Daniel Van Daele), de la CSC (Hélène Ska), de la CGSB (Sabine Slegers), de l'Office des Pensions, du Service des Pensions du Secteur public et des organisations patronales (FEB, UNIZO, Union des Classes moyennes).

D'emblée, il faut s'interroger sur la participation des syndicats à cette "task force" qui ne sera pas un organe de négociation, mais un organe de concertation axé sur les propositions de Daerden, à savoir travailler plus longtemps. L'article paru dans La Gauche de mars-avril 2010 (Pensions et vieillissement: le grand bluff) montre que le paiement des pensions ne dépendra pas du taux d'activité des aînés, mais du nombre d'emplois et du paiement effectif des charges patronales.

Volte-face de la CSC sur l'allongement de la carrière?

Dans ses documents préparatoires à son congrès prévu en octobre 2010, la CSC soutient l'idée d'allonger la durée de la carrière. "Il faudra également encourager les travailleurs à travailler plus longtemps même si, pour nous, c'est la carotte qu'il faut manier plutôt que le bâton". (Construisons demain, un autre avenir est possible, document préparatoire au congrès de la CSC, p.16). Autrement dit, la CSC est pour l'allongement de la carrière à condition que cela se fasse sous la forme d'incitants (primes diverses) mais pas à coup de sanctions. Le 9 octobre 2009, lors du rassemblement en front commun de 2.500 militants syndicaux sur le site bruxellois de Tour et Taxis, la CSC comme la FGTB avaient pourtant rejeté l'idée du second Pacte des générations. La CSC a-t-elle fait volte-face?



C'est la crise !

Faut s'alléger pour rester le premier à l'école du profit.



Dans une brochure publiée en 2005 par la CNE, 6 mensonges sur le vieillissement et l'avenir des pensions), on peut lire: "Il n'y aura pas demain moins de personnes d'âge actif qu'aujourd'hui. Plus précisément: la population d'âge actif sera de 6,8 millions en 2020, soit le même nombre qu'aujourd'hui, et en 2030, 250.000 de moins. 250.000 ? Cela pose-t-il problème alors que l'on compte aujourd'hui 600.000 demandeurs d'emploi, sans compter les chômeurs âgés, les femmes au foyer 'inactives' et personnes en incapacité de travail." (p. 4). En page 10 de la même brochure, la CNE expliquait aussi qu'une des vraies raisons de l'offensive sur l'allongement de la carrière était la suivante: "Aucune des mesures promues au nom du 'vieillessement' ne porte explicitement sur les rémunérations mais presque toutes ont pour effet la baisse des salaires. Allonger la carrière, comme on l'a fait en France, et chez nous pour les femmes (passage de 40 à 45 ans), cela signifie baisser la pension pour la grande majorité. Augmenter le nombre de demandeurs d'emploi et conditionner leurs allocations à une recherche active et

ininterrompue de boulot; c'est augmenter la pression de cette armée de réserve sur les salaires des actifs. L'activation des "vieux" rejoint l'activation des chômeurs. Soyons le plus nombreux possible à postuler pour les mêmes boulots... L'objectif est la concurrence de tous contre tous. Le résultat est un rapport de force favorable aux employeurs et des salaires compressés."

FGTB

La FGTB, de son côté, a adopté la ligne de conduite suivante en préparation de la conférence sur les pensions.

- Donner d'abord la priorité aux pensions légales (secteur public, secteur privé, indépendants) en allant vers une pension calculée sur 75% de la rémunération (au lieu de 60% actuellement pour le secteur privé). Le coût du passage de 60% à 75% s'élèverait à 2,4 milliards.

- Avoir un meilleur encadrement social des pensions complémentaires privées (pas de spéculation en bourse avec ces fonds de pension, mais utilisation pour des investissements durables).

- Augmentation des droits propres (75% pour tous et toutes) sans référence à la situation familiale, droit à la pension minimum pour les temps partiels, augmentation de 2% des pensions minimum tous les 2 ans, etc.

Si la FGTB et à la CSC vont à la Conférence des pensions de façon désunie, sans mobilisation de leurs affiliés sur des objectifs clairs, et de surcroît (pour la CSC) en ayant déjà intériorisé la revendication patronale d'allongement des carrières, dans ce cas c'est la défaite assurée.

Mobiliser, lutter et vaincre

Sans lutte, on est battu d'avance. Si on lutte on n'est pas toujours certain de gagner, mais c'est possible de gagner. Au cours des derniers mois, on l'a vu chez Tecteo, Inbev, la FN et Techspace Aero. Le sort des salariés du secteur de la distribution (Carrefour et les autres), l'amélioration du statut des ouvriers et l'avenir des pensions valent vraiment la peine de se battre. C'est pourquoi la LCR invite les militants syndicaux à interpeller leurs responsables syndicaux pour que l'on discute d'un plan de bataille. ■

En bref

Syndicaliste arrêté en Turquie

Murad Akincilar, un universitaire qui s'était réfugié en Suisse en 2001 pour échapper à la répression, a travaillé et milité au syndicat UNIA de Genève dont il est devenu secrétaire syndical pendant plusieurs années. Rentré en Turquie en juillet 2009, il a été arrêté à son domicile par des agents en civil le 30 septembre 2009 et accusé de relations avec une vague organisation révolutionnaire appelée "Commandement révolutionnaire", ce qu'il dément. Après son arrestation, Murad Akincilar a subi quatre jours d'interrogatoire. La privation de sommeil et un éclairage puissant ont provoqué un décollement de la rétine. L'intervention chirurgicale s'étant déroulée trop tard, il n'a pas recouvré complètement la vue. Selon des syndicalistes suisses qui lui ont rendu visite, il n'est toujours pas en état de le 3 juin prochain. Depuis des années, le pouvoir turc accuse de terrorisme les syndicalistes, politiques et militants des droits humains pour les emprisonner et les réduire au silence. Plus d'info sur www.unia.ch/index.php?L=1

Godiva: lutte pour garder 90 emplois

La direction de Godiva a annoncé son intention de réduire les coûts de production en fermant son atelier d'emballage (mise en ballotin des pralines) de l'usine de Koekelberg, et faire sous-traiter cette activité à Kampenhout, dans un atelier... d'handicapés sous-payés! Godiva emploie actuellement 360 travailleurs à Koekelberg dont 224 ouvrier/es, mais comme la production de chocolat de luxe connaît des pics saisonniers, des travailleuses saisonnières sont aussi embauchées l'été pour quelques mois. La fermeture de l'emballage concerne 40% du personnel ouvrier, des femmes pour la plupart. Les ouvrières de Godiva n'entendent pas se laisser faire. Depuis l'annonce de la restructuration, les assemblées d'information se multiplient. Le 16 mars, une grève de 24 heures a paralysé l'usine. Après la grève, la direction a menacé de suspendre la production. Devenu la propriété de la multinationale Campbell en 1967, Godiva a été revendu au groupe turc Yildiz-Ulker en 2008.

Cartomills Mettet: fermeture confirmée

Le 31 mars dernier la direction du groupe Smurfit Kappa Cartomills, une société

spécialisée dans la production de carton d'emballage, a confirmé la fermeture du site de Mettet à la date du 20 mai. Le groupe possède 3 sites de production en Belgique: Ghlin, Grand-Bigard et Mettet. 69 travailleurs vont ainsi perdre leur emploi dans cette entreprise qui a bénéficié en moyenne, entre 2000 et 2006, de 660.000 euros de baisse de cotisations sociales à la sécurité sociale.

Leterme-Onkelinx en faveur des astreintes

Le gouvernement belge vient de plaider, devant le Comité européen des droits sociaux (CEDS), pour que les employeurs "confrontés à des voies de fait lors de conflits sociaux puissent agir en justice." En clair, pour que les patrons puissent continuer à casser les piquets de grève en recourant à un juge en référé avec des astreintes à la clé. Vous avez bien lu: il s'agit du gouvernement Leterme (CD&V, PS, MR, CDH, Open VLD). Pourtant, des jugements et des arrêts selon lesquels les tribunaux civils sont incompétents pour intervenir dans les conflits sociaux ont été rendus à plusieurs reprises en Belgique. Cette procédure devant le CEDS fait suite à une plainte introduite par les trois syndicats belges pour violation de la Charte sociale européenne.

Statut ouvrier et employé

Alignement vers le bas?

par Bruno De Wit

Mercredi 17 mars, plusieurs milliers de militants des syndicats employés (SETCa, CNE, LBC) se sont retrouvés au Mont des Arts à Bruxelles pour manifester contre l'arrogance du monde patronal dans le dossier sur le statut unique pour ouvriers et employés.

Harmoniser, mais comment?

Voilà déjà des années qu'on gaspille beaucoup d'encre et de salive pour une discussion qui traîne en longueur sur le statut unique. Les ouvriers ont, pour la période des préavis et les indemnités de préavis, un système beaucoup plus défavorable que celui des employés. Il faut donc harmoniser les statuts. Mais la question est naturellement de savoir sur quel statut harmoniser. Les syndicats demandent, à juste titre, une harmonisation vers le haut du statut des ouvriers. Mais nous ne pourrions parler réellement d'un statut unique si la règle est mise à l'horizontale. Par contre, les patrons n'acceptent naturellement pas une telle mise à niveau. Ils veulent un système de licenciement "souple", sans trop d'obstacles.

Des négociations commenceront prochainement entre les représentants nationaux des employeurs et les syndicats, notamment sur la question du statut unique.

Laissez-nous entreprendre

En janvier dernier, la Fédération des Entreprises de Belgique (FEB) a tiré un coup de semonce avec son manifeste Laissez-nous entreprendre qui, non seulement attaque frontalement l'indexation automatique des salaires, mais exige aussi l'instauration d'un statut unique au rabais.

Le manifeste patronal proclame: "Il faut trouver une solution au droit de licenciement". Pour les employeurs, le nouveau droit de licenciement devrait être identique pour tous les travailleurs et se composer de trois parties: 1. un délai de préavis d'un nombre de semaines par période de 5 années d'ancienneté, 2. une prime de licenciement nette exonérée de charges fiscales et parafiscales (donc aux frais de la sécurité sociale); 3. un régime de chômage à forte activation dans lequel les travailleurs licenciés bénéficient le plus rapidement possible d'un accompagnement conduisant à un nouvel emploi.

FEB: vers l'affrontement?

Si le patronat voulait torpiller la concertation sociale, il ne se comporterait pas autrement! Car pour les syndicats, il est clair que le manifeste patronal propose d'harmoniser le statut des employés vers le bas pour les employés, sans améliorer celui des ouvriers — ce qui est pourtant la priorité — ni celui des chômeurs qui sont une fois de plus montrés du doigt.

Le quartier général de la F.E.B. cerné

Le 17 mars, pendant que des représentants du SETCa (Erwin Dedyne) et de la CNE (Felipe Van Kersbilck) étaient reçus par Rudi Thomaes et par Pieter Timmermans (respectivement administrateur délégué et directeur général de la FEB), des centaines de militants syndicaux cernaient le bâtiment dont la façade était copieusement bombardée d'œufs remplis de peinture.

Vite! Une campagne contre les licenciements pour l'emploi!

Après l'entrevue, les deux responsables syndicaux se sont adressés aux militants: "Les propositions de la F.E.B. signifient une déclaration de guerre! Cela ne peut pas être une base valable de négociations." Ils ont vertement critiqué le fait que la proposition patronale coûtera cher à la sécurité sociale et que l'activation des chômeurs n'est pas la voie à suivre.

Erwin Dedyne a précisé qu'aujourd'hui, il n'y avait pas de négociations. Si les employeurs "veulent entreprendre tout de même" a-t-il ajouté, "il y a alors des questions à poser au monde financier! Mais nous n'admettrons pas de recul social pour les employés!". Ce n'est pas avec cette première action que la FEB pliera, mais ce n'est qu'un début.

L'arrogance patronale est incroyable. La crise capitaliste, la crise des banques, les licenciements massifs... les travailleurs savent suffisamment qu'ils ne sont pas responsables. Une campagne unitaire contre les licenciements et pour la création d'emplois est l'unique issue pour crier halte à l'arrogance patronale. ■



Techspace Aero (Herstal)

Les leçons d'une grève

✦ par Denis Horman

Le mardi 30 mars, après 18 jours de grève, les ouvriers de Techspace Aero, filiale du groupe français Safran, qui fabrique des moteurs d'avions, décidaient la reprise du travail. L'entreprise, une des plus importantes dans la région liégeoise, occupe 1250 travailleurs (500 ouvriers et 750 employés et cadres).

Petit rappel des faits

Après de longs mois de négociations sans résultats, les 500 ouvriers décidaient, le 12 mars dernier, à l'appel de leurs délégations syndicales en front commun FGTB - CSC, de partir en grève illimitée avec deux revendications : la prépension à 58 ans, avec le remplacement des partants par un nombre équivalent de jeunes, et une augmentation salariale.

En fait, en ce qui concerne la prépension, les organisations syndicales demandaient simplement la reconduction pour 2010 (et en tout cas jusque 2014, ce qui est prévu par le "pacte de solidarité entre générations") d'une mesure appliquée, ces dernières années, dans l'entreprise : la prépension à 58 ans pour des travailleurs qui ont actuellement 38 ans de carrière et leur remplacement par des jeunes.

De plus, vu la santé financière de l'entreprise, les ouvriers et leurs délégations estimaient qu'il était juste et légitime d'obtenir une augmentation du pouvoir d'achat ou, en d'autres termes, une meilleure répartition des richesses, qu'ils ont eux-mêmes produites. Depuis des années, ils connaissent un blocage de fait des salaires, tandis que les dividendes accordés aux actionnaires ne font qu'augmenter. Les chiffres sont là : 7,6 millions de dividendes distribués en 2008, 9,14 millions prévus en 2010 !

Pendant 18 jours, ce fut le bras de fer. La direction a avancé le coût exorbitant que représenterait pour elle le paiement, jusqu'à 65 ans pour chaque prépensionné et pour les 5 années à venir –jusque fin 2014–, du complément au chômage : 100.000 euros pour chacun !



Mais l'enjeu du conflit dépassait la question financière. "Il y a quand même des discours ambiants qui disent qu'il va falloir travailler plus longtemps", déclarait à la presse la porte-parole de la société, Joëlle Wathélet. Au moment où les fédérations patronales – Agoria, l'Union wallonne des entreprises, la FEB –, le gouvernement fédéral, celui de la Région wallonne (la R.W possède 31% des actions de Techspace Aero!) s'abritent derrière les consignes européennes pour pousser à l'allongement de la carrière professionnelle, cette grève avait valeur de test. Quelques jours avant la fin du conflit, le gouvernement approuvait le "livre vert" sur les pensions dont l'une des options est de réduire de manière drastique le système des prépensions.

Après 18 jours de grève, les ouvriers acceptaient à l'unanimité un projet d'accord qualifié "d'équilibré", et par la direction et par les organisations syndicales.

La prépension à 58 ans et plus est reconduite pour trois ans (jusque fin 2012!). Elle ne touchera cependant que 50% des ouvriers prépensionnables, soit 37 départs compensés par l'engagement de 37 jeunes en CDI (contrats à durée indéterminée). Un crédit temps (4/5 temps) est accordé aux plus de 55 ans, avec un complément patronal de 150 euros bruts par mois. Jusque fin 2012

(3 ans), la garantie de l'emploi est accordée pour tous les CDI.

En ce qui concerne le pouvoir d'achat, une prime nette de 200 euros sera versée à tous les ouvriers au 30 juin 2010 et, à partir de 2012, ils bénéficieront, comme ce qui est déjà le cas aujourd'hui pour les employés et cadres, d'une prime d'intéressement en fonction des résultats de l'entreprise.

Répartition des richesses et réduction radicale du temps de travail !

"Les travailleurs et leurs délégués syndicaux estiment juste et légitime d'obtenir une meilleure répartition des richesses qu'ils ont eux-mêmes produites", soulignait l'appel à la solidarité, lancé par les travailleurs de Techspace Aero.

"Laissez-nous entreprendre", tel est le signal fort lancé dernièrement par les patrons au gouvernement et aux syndicats! Mais pas touche aux dividendes et aux actionnaires rentiers et parasites !

Alors les ouvriers de Techspace Aero, eux aussi, ont lancé un signal fort : il est juste et légitime de relever les salaires en faisant baisser la part des dividendes, ce qui, soit dit en passant, ne pèserait ni sur l'investissement, ni sur la compétitivité! ■

Techspace Aero

Ella Poulsen

L'Ordre des infirmiers momentanément écarté?

L'action syndicale est payante

✦ par Bert Inwoud

Pour beaucoup d'entre nous, cette affaire a été une affaire quelque peu sous-exposée et ceci, sans beaucoup d'intérêt médiatique. A tort, semble-t-il. Le vendredi 12 mars, des délégations de la FGTB et de la CSC du personnel de la santé ont mené une action devant le cabinet de la Ministre de la Santé Publique Laurette Onkelinx, contre la constitution d'un Ordre des Infirmiers.

L'année dernière, les syndicats avaient encore tiré la sonnette d'alarme et avaient demandé aux infirmiers d'envoyer massivement des cartes postales pour protester contre ce plan. Le 12 mars, des milliers de ces cartes ont été transmis. Après cette action, la ministre a déclaré qu'elle "n'avait jamais eu l'intention d'imposer quoi que ce soit". En effet, il revient au Conseil National de l'Art Infirmier (CNAI), organe d'avis du Service Public Fédéral de la Santé Publique, de donner un avis à la Ministre Onkelinx à ce sujet. En même temps que son plan plus concret de 90 millions d'euros pour "rendre la profession d'infirmière plus attractive", elle avait demandé un avis à ce Conseil sur "l'opportunité de créer un ordre des infirmiers". Sa proposition a agi comme un chiffon rouge devant un taureau chez les infirmiers et les syndicats sont entrés en action, en partant du Setca-FGTB, de la CNE, et des secteurs services publics (CGSP et CSC). Une absence remarquable et incompréhensible dans ce front syndical est celle de la LBC, qui se prévaut pourtant d'être le syndicat du personnel du non-marchand.

Le 18 mars, ce projet a été exposé au CNAI. Le résultat fut que le Conseil donna un avis négatif à la Ministre en ce qui concerne la création de l'Ordre. Il appartient maintenant à la ministre de tenir ou non compte de cet avis. Avec le démarrage des négociations en vue d'une nouvelle convention collective sectorielle pour tout le secteur du social/non-marchand pour les 5 prochaines années, ce serait un suicide

pour la ministre de faire avaler de force cet Ordre au personnel infirmier.

Un Ordre des infirmiers: épée de Damoclès ou monstre du Loch Ness?

Chacun connaît la mauvaise réputation de l'Ordre des Médecins. Cette organisation corporatiste moyenâgeuse veut façonner le corps médical selon sa manière de penser et d'agir et traîne devant un tribunal d'exception tout qui ne marche pas au pas.



Au moment où on envisage de supprimer cet ordre, on s'amène avec quelque chose de semblable! La même menace plane au-dessus de la tête des infirmiers. Ils ne veulent être punis de travailler comme infirmier. Ce qui leur pendait au-dessus de la tête est hallucinant, car cet ordre veut intervenir comme:

1. un ordre répressif (amendes jusqu'à 2500 euros et jusqu'à deux ans de suspension sans possibilité d'exercer un recours)
2. un ordre d'autorité (à côté de l'employeur, encore une autorité qui est à égalité avec le pouvoir judiciaire)
3. un ordre d'imposition (la cotisation à l'ordre est prélevée automatiquement sur le salaire).

En Flandre, l'Alliance Nationale des Infirmiers et Sages-femmes Catholiques (NVKVV) a déclaré en juin 2008 dans leur bulletin d'information que les infirmiers wallons étaient grands partisans d'un Ordre (sic!). La NVKVV elle-même y a toujours été opposée et avec cette déclaration elle a raté son coup, vu la réaction massive d'infirmiers, provenant également de Wallonie!

Les raisons de sa résistance sont plus opportunistes qu'idéologiques. Elles expriment clairement dans leur Newsletter de juin 2008 que les infirmiers ne paieront plus aux organisations professionnelles s'ils sont obligés de payer une contribution à l'ordre. Avec comme conséquence que les organisations professionnelles s'effondreront comme des châteaux de cartes.

Les infirmiers sont donc avertis que cette proposition refait surface après un certain temps comme un monstre du Loch Ness. Ce monstre est cependant mythique, tandis que les propositions, elles, sont bien réelles et menaçantes. Peut-être que la Ministre n'a pas très bien choisi le timing, juste avant le début des négociations et actions pour une nouvelle convention collective sectorielle? En France, il existe déjà un tel Ordre des Infirmiers/ières contre lesquelles des actions massives ont été menées. Et quand il pleut à Paris, il goutte à Bruxelles.

Un tel ordre existe aussi au Canada et en Grande-Bretagne. Au Canada, l'Ordre inflige même une amende aux infirmiers qui refusent de faire des heures supplémentaires! ■

Zones de non droit ou zones de sans-droits?

par Thierry Pierret

Le battage médiatique et politique a été tel qu'il a traversé les frontières du pays. Le correspondant permanent de France 2 va même jusqu'à s'interroger ouvertement : Bruxelles n'est-il pas devenu le Bronx de l'Europe ? Rien que ça !

C'est une série de hold-up violents, avec blessés et/ou morts d'homme, qui a mis le feu aux poudres. L'émotion a culminé en mars avec le braquage manqué d'une bijouterie à Uccle qui a coûté la vie à une mère de famille qui se trouvait au mauvais endroit au mauvais moment. Si la gravité des faits est indiscutable et l'émotion légitime, l'exploitation de cette émotion par toute une série de politiciens l'est beaucoup moins. Nombre d'entre eux n'ont pas hésité à faire de grossiers amalgames entre criminalité urbaine et délinquance juvénile ou entre criminalité et immigration.

Zones de sans-droits

Ainsi, un hold-up manqué fin décembre a servi de prétexte pour stigmatiser les jeunes du quartier anderlechtois de Cureghem (voir photo) alors que les faits se sont déroulés à Laeken et que l'auteur, majeur, n'était pas originaire de Cureghem. Le quartier a été dépeint dans les médias comme une zone de non droit où les délinquants font la loi. Plutôt que d'une zone de non droit, il faudrait parler d'une zone de sans-droits. Dans les quartiers populaires de la première couronne, comme Cureghem, il y a un manque criant de places dans les crèches, les écoles maternelles et primaires dont les locaux sont souvent vétustes. Si les infrastructures collectives qui sont censées encadrer les enfants dès le plus jeune âge font défaut, comment s'étonner que des problèmes se posent à l'adolescence ? Surtout lorsque le chômage des jeunes y avoisine les 40%.

Démagogie

Le bourgmestre d'Uccle, Armand De Decker, s'est emparé du drame survenu dans sa commune pour se mettre en avant. Il propose rien moins que de créer des centres de

resocialisation pour jeunes délinquants (il gomme au passage la distinction entre jeunes adultes et mineurs) dont l'encadrement serait assuré par des militaires ! On connaissait déjà les contrats de sécurité où éducateurs et assistantes sociales sont sous tutelle policière avec la néfaste confusion des rôles que cela entraîne. De Decker va plus loin avec sa proposition



d'impliquer l'armée : il gomme ainsi la limite entre lutte contre la délinquance et lutte contre un ennemi extérieur. Pour lui, tout le problème viendrait des jeunes d'origine étrangère dont l'intégration a été ratée. Ils n'auraient pas assimilé "nos valeurs". Il est toujours plus commode de parler valeurs que de parler moyens. Peut-être parce que lui et son parti, le MR, sont pour la réduction drastique des dépenses publiques... Pour quoi ne propose-t-il rien pour lutter contre les discriminations à l'embauche, ce fléau qui écarte du travail tant de jeunes issus de l'immigration ? Les "valeurs" des employeurs qui sous-tendent ces discriminations ne posent pas problème pour De Decker. Il en vient à brosser le tableau d'une "société d'Orange mécanique" (du titre d'un film d'anticipation de 1971 sur la violence des jeunes). Et de faire du chantage à l'apparition de rues privées comme dans les métropoles d'Amérique

Latine. "Les gens" le presseraient de toutes parts pour pouvoir barricader leur rue, quitte à payer le prix fort pour cela. On se doute que ces gens n'habitent pas dans les quartiers populaires... Il oublie de préciser que les métropoles d'Amérique Latine sont devenues les plus inégalitaires au monde suite à l'application de politiques néolibérales débridées.

Si la prison n'est pas une solution, des centres de resocialisation à encadrement militaire seraient un remède pire que le mal. Si on veut enrayer la montée de la délinquance, il faut remédier d'urgence aux lacunes des véritables centres de socialisation que sont les crèches et les écoles. Si les jeunes étaient socialisés par les institutions ad hoc, ils n'auraient plus besoin d'être resocialisés. Mais pour cela, il faut dégager des moyens substantiels. On les a bien trouvés pour les banques, pourquoi ne les trouve-t-on pas pour les crèches et les écoles ? Il faut aussi créer de l'emploi, car le travail est le plus puissant facteur de socialisation. Il y a tant de besoins qui ne sont pas satisfaits dans le non marchand par exemple. Mais cela implique de rompre résolument avec la politique d'austérité actuelle qui est pratiquée par tous les partis traditionnels. ■

www.skyscrapercity.com/showthread.php?t=308649&page=12

photomontage: Little Shiva avec femme à Moscou de Denis Sinyakov



La pauvreté frappe Un habitant sur 7, une femme sur 5!

par Guy Van Sinooy

14,7% de la population de notre pays, soit un habitant sur sept vit sous le seuil de pauvreté (899 euros par mois). C'est ce qui ressort de l'enquête EU-SILC 2008 rendue publique par le SPF Economie. Des disparités régionales statistiquement significatives existent. En Flandre, 10% de la population a un risque accru de pauvreté, en Wallonie 19,5%. Les femmes, les personnes de plus de 65 ans, les personnes seules (en particulier les familles monoparentales) présentent un risque plus élevé de tomber dans la pauvreté.

Le filet de la sécurité sociale

Toutefois, si la sécurité sociale n'existait pas en Belgique, le nombre de personnes en situation de pauvreté serait beaucoup plus élevé: Sans les allocations (abstraction faite des pensions), 27,1% de la population vivrait dans la pauvreté. Si toutes les allocations sociales étaient supprimées (y compris les pensions) ce chiffre serait même de 41,8%! En matière de pauvreté, les différences régionales se marquent très fort. Sans les allocations sociales, un Wallon sur deux (47,5%) se trouverait sous le seuil de pauvreté, contre 36,9% en Flandre.

40% des non pauvres ont du mal à joindre les deux bouts!

Autre statistique alarmante: 44% des personnes interrogées déclarent avoir des difficultés à joindre les deux bouts! Cette pauvreté subjective est mesurée dans l'enquête EU-SILC par la question: "Compte-tenu des revenus de votre ménage, celui-ci est-il en mesure de boucler son budget très facilement, facilement, plutôt facilement, plutôt difficilement, difficilement très difficilement?"

En 2008, 21% des personnes interrogées ont déclaré boucler leur budget difficilement ou très difficilement. Et ce pourcentage monte à 44% si on compte les personnes qui ont répondu "plutôt difficilement" (alors qu'il était de 40% en 2004, et de 34% en 2006). Il y a donc une brusque détérioration de la situation de bon nombre de ménages en 2008.

L'augmentation de cet indice de pauvreté relative en 2008 est essentiellement dû aux personnes qui ne sont pas (du moins pas encore!) en situation de pauvreté mais qui disent avoir des difficultés à terminer le mois (27% en 2007, 40% en 2008).

Indicateurs de conditions de vie

Parmi les personnes vivant sous le seuil de pauvreté, 62% sont dans l'impossibilité de partir une semaine en vacances une fois par an, 40% ne peuvent inviter des amis chez eux une fois par mois, 26% ont des problèmes de logement (humidité, toit qui fuit), 18% n'ont pas la possibilité de manger de la viande (ou du poisson ou un équivalent végétarien) une fois tous les deux jours, 17% n'ont pas les moyens de chauffer suffisamment leur logement et 25% s'attendent à une détérioration de leur situation financière.

Chez les personnes qui ne vivent pas dans la pauvreté, mais qui ont des difficultés à joindre les deux bouts, 50% ont des dettes (hors emprunt hypothécaire), 44% ne peuvent pas partir en vacances une semaine par an, 54% estiment que le coût de leur logement est une lourde charge, 24% ne peuvent inviter des amis chez eux une fois par mois et 72% ne participent pas à des activités sociales ou à des loisirs en dehors de leur domicile.

22% des femmes en difficultés financières

L'an dernier, les magazines féminins du groupe Sanoma (Femmes d'aujourd'hui, Libelle, Flair...) et la Fondation roi Baudouin ont mené une enquête en commun sur la situation financière des femmes. 7% des femmes ont déclaré ne pas s'en sortir du tout et 15% avec difficultés. Autrement dit 22% des répondantes éprouvent des difficultés financières.

Autre constat: la honte qui pèse sur cette situation. Parmi les femmes qui ont de la peine à joindre les deux bouts, 60% disent que la vie est trop chère, 42% disent gagner trop peu, 48% ont eu "beaucoup de malchance", 31% attribuent leurs problèmes au fait que leur ex-conjoint ne paie pas la pension alimentaire. En conséquence, 77% des femmes sortent peu, 68% essaient de cacher qu'elles ont des difficultés financières, 59% n'osent pas demander de l'aide et 47% disent que leur entourage ne sait pas qu'elles ont du mal à s'en sortir. Qui aurait pu imaginer à la fin des années 60 qu'une telle situation existerait dans notre pays 40 ans plus tard?

Et je n'ai encore pas encore écrit la moindre ligne sur les gens qui dorment dans la rue... ■



Avortement

La lutte n'est pas terminée

par Francine Dekoninck

A l'appel de plusieurs centres de planning familial, une manifestation commémorant le 20e anniversaire de la loi de dépenalisation de l'avortement a rassemblé, 1er avril, à Bruxelles plusieurs centaines de manifestantes et de manifestants. 20 ans seulement ? Il me semblait qu'il y avait plus longtemps!

L'arrestation de Peers et le début de la bataille

Le vote de la loi de dépenalisation de l'avortement en Belgique ne date que de 1990. Mais cette bataille pour sortir l'avortement du code pénal a commencé en janvier 1973 avec l'arrestation du docteur Willy Peers, un médecin communiste namurois défenseur d'une médecine sociale, qui pratiquait des avortements et avait fondé quelques années plus tôt la Société belge pour la légalisation de l'avortement. A l'époque, bon nombre de femmes mouraient des suites d'un avortement clandestin, surtout dans les milieux modestes. Les femmes de la bourgeoisie, elles, avortaient dans des cliniques privées ou des hôpitaux publics en versant un dessous de table généreux au médecin qui les prenaient en charge pour interrompre une grossesse non désirée.

L'arrestation de Peers et sa détention pendant plus d'un mois ont entraîné un large mouvement de solidarité: tracts appelant à

la solidarité distribués aux portes des usines où travaillaient de nombreuses femmes (MBLE, Côte d'Or, FN, Boch,...), aux portes des hôpitaux, dans les universités, etc. Très vite, la revendication de la dépenalisation de l'avortement est devenue une revendication centrale du mouvement des Femmes qui s'est développé à l'époque. Les manifestations de l'époque regroupaient des milliers de femmes.

Mais à côté de cette mobilisation, un réseau semi clandestin, d'aide aux femmes souhaitant avorter, s'est organisé sous forme de collectifs regroupant médecins, infirmières, assistantes médicales, bénévoles. Pendant des années ainsi, des milliers d'avortements étaient pratiqués dans de bonnes conditions médicales, mais dans la semi clandestinité. Le parquet n'osait plus poursuivre face aux mobilisations et la loi n'était plus appliquée.

Ce n'est qu'après 17 ans de combats que la loi de dépenalisation a été votée. A la Chambre, les 42 députés CVP ont voté contre, ainsi que 14 PSC sur 18, 8 Volksunie, 2 Vlaams Blok et 2 PRL sur 21.

La loi du 3 avril 1990

Quand on lit cette loi, on s'aperçoit tout de suite que la règle reste l'interdiction de l'avortement et que l'on y a prévu que quelques exceptions. Alors qu'après autant d'années de lutte, on aurait pu s'attendre à une loi-cadre sur la contraception, les droits de la femme et l'avortement, la loi de 1990 commence par exposer que les per-

sonnes qui auraient fait avorter une femme sans son consentement seront punis de la réclusion. Elle poursuit en indiquant que les personnes qui auraient fait avorter une femme avec son consentement, seront punis de prison (3 mois à 5 ans) et soumis à une amende.

Et ce n'est que plus loin dans le texte que l'on précise l'exception: les médecins ne seront pas poursuivis si:

- l'interruption de grossesse est pratiquée par un médecin dans un établissement de soins

- ET si elle intervient avant la fin de la 12ème semaine après la conception (toutefois au-delà de ce délai peut être prolongé si la santé de la mère est gravement compromise ou si l'enfant à naître sera atteint d'une affection grave et incurable);

La loi précise aussi qu'aucun médecin ou infirmière n'est tenu d'apporter son aide à une interruption de grossesse. C'est donc une toute petite brèche qui a été faite dans la clôture qui empêchait les femmes de disposer librement de leur propre corps.

La lutte n'est pas finie

Les adversaires de l'avortement, en particulier l'église catholique, n'ont pas désarmé. Le très conservateur chef de l'église catholique en Belgique, André Léonard, est passé à l'offensive pour lancer une campagne contre le droit à l'avortement. Il n'a pas hésité à manifester "pour la vie" avec l'extrême-droite le 28 mars à Bruxelles.

Rien n'est jamais acquis définitivement dans la société capitaliste: ni l'indexation des salaires, ni le droit à la pension, ni le droit à l'avortement. Il a fallu se battre pendant de nombreuses années pour arracher le droit, pour les femmes qui le souhaitent, d'interrompre, dans de bonnes conditions médicales et juridiques, une grossesse non désirée. Il faudra se battre pour conserver et étendre ce droit. Avec un Léonard à la tête de l'église en Belgique et un Van Rompuy à la tête de l'Europe, cela sera chaud. Il est donc important de faire connaître aux jeunes générations tous les aspects de la lutte menée. En face, l'adversaire a deux mille ans d'expérience! ■



Pour la libération d'Ali Aarrass

par Luk Vervaeet

Le 1er avril 2010, il y aura exactement deux ans qu'Ali Aarrass, Belgo-Marocain, a été incarcéré dans une prison espagnole (à Madrid, puis à Badajoz et enfin à Botafuegos à Algeciras) en attendant une décision sur son extradition vers le Maroc pour "terrorisme".

L'arrestation

En février 2008, les autorités marocaines ont arrêté 35 personnes et annoncé le démantèlement du "réseau terroriste dirigé par Abdelkader Belliraj". Suite à cette opération, des arrestations ont eu lieu dans différents pays européens. En Belgique, 11 personnes ont été arrêtées suite à un mandat d'arrêt international et à une demande d'extradition venant du Maroc. En Espagne aussi, suite aux mêmes mandats d'arrêt et demandes d'extradition marocaines, des arrestations ont lieu. Le 1er avril 2008, le Belgo-Marocain et Bruxellois Ali Aarrass et l'Espagnol Mohamed el Bay sont arrêtés à Melilla, l'enclave espagnole sur le territoire marocain. Sur les raisons de leur arrestation, le journal Libération du 25 avril 2008 écrit: "Les deux individus sont accusés d'introduire des armes au Maroc en provenance de Belgique; l'un d'entre eux pourrait être en rapport avec les attentats de Casablanca du 16 mai 2003". Et Amnesty International Espagne: "Ali Aarrass et Mohamed el Bay sont tous les deux recherchés au Maroc pour des infractions liées au terrorisme et sont accusés d'appartenir à un réseau terroriste dirigé par le ressortissant belgo-marocain Abdelkader Belliraj..." (AI, déclaration du 21 avril 2009).

Les demandes d'extradition: la Belgique refuse....

Dans les mois qui suivent les arrestations en Belgique et en Espagne, des tribunaux vont se prononcer sur la demande d'extradition des personnes arrêtées. La Cour d'Appel de Bruxelles se prononce contre l'extradition en déclarant qu'il s'agit clairement d'une demande d'extradition de la part du Maroc

pour des "raisons politiques". La Sûreté de l'État belge ajoute: "Parmi les détenus, aucun ne sera finalement extradé, les éléments communiqués par les autorités marocaines n'ayant pas été jugés pertinents." (Rapport annuel 2008)

L'Espagne accepte...

En Espagne, la même affaire prend une tout autre tournure.

La justice espagnole et le juge d'instruction Baltasar Garzon vont d'abord établir qu'il n'y a PAS de fondements pour les accusations contre Ali Aarrass. Amnesty International écrit: "Ali Aarrass a fait l'objet d'une information judiciaire ouverte en 2006 par l'Audience nationale pour des infractions liées au terrorisme mais, le 16 mars 2009, cette juridiction l'a provisoirement close en raison de l'insuffisance des éléments de preuve..." (AI, 21 avril 2009).

Ensuite, coup de tonnerre. Malgré la mise hors de cause d'Ali, le tribunal espagnol accepte la demande d'extradition du Maroc. En l'attendant, il reste en prison en Espagne. Maître Nayim, l'avocat d'Ali Aarrass, déclare lors d'une conférence de presse le 25 mars 2009: "La décision d'envoyer Ali Aarrass au Maroc est une contradiction. Elle rompt avec le principe juridique selon lequel on ne peut juger une personne deux fois pour le même fait. Comment peut-on extradier une personne qui a déjà été jugée en Espagne? Il faut libérer mon client." Très vite, un large mouvement de solidarité s'oppose à son extradition. Amnesty International (Espagne) lance l'appel suivant: "Exhorte les autorités à ne pas extradier Ali Aarrass ni Mohamed el Bay vers le Maroc, car ils risqueraient d'être détenus au secret, de subir des actes de torture et d'autres mauvais traitements, ainsi que d'être victimes d'un procès inique" (21 avril 2009).



Le président de Melilla, Juan José Imbroda, et son gouvernement local dirigé par le Partido Popular (PP), la Coalition pour Melilla, le parti le plus important de l'opposition, la Commission islamique, l'Association "Inter Culture"... se sont tous unis pour s'opposer à cette extradition. En Belgique aussi, des centaines de personnes vont se mobiliser pour son cas en participant à un rassemblement dans le centre de Bruxelles, en écrivant aux ministres espagnol et belge et en signant des pétitions.

La Belgique doit protéger son ressortissant.

Devant le tribunal Ali Aarrass a invoqué sa nationalité belge pour s'opposer à son extradition mais le tribunal a rejeté son argument. Jusqu'à aujourd'hui, la Belgique n'a pris aucune initiative pour protéger son ressortissant contre la menace d'une extradition vers un pays qui pratique la torture, ni pour veiller sur ses conditions de détention.

La Belgique doit intervenir auprès de l'Espagne.

La décision finale sur l'extradition d'Ali Aarrass est dans les mains du Conseil des ministres espagnol. Notre ministère de la Justice peut donc facilement s'adresser à son collègue espagnol. En plus, la Belgique assurera la Présidence de l'Union européenne du 1er juillet au 31 décembre 2010. ■



Mobilisation pour le climat et stratégie anticapitaliste

Rapport au 16e congrès de la Quatrième Internationale sur le projet de résolution "Le basculement climatique capitaliste et nos tâches"

✦ par Daniel Tanuro

Trois milliards d'êtres humains manquent de l'essentiel. La satisfaction de leurs besoins nécessite une production accrue de biens matériels. Donc une consommation accrue d'énergie. Celle-ci, aujourd'hui, est à 80% d'origine fossile, et par conséquent source de gaz à effet de serre qui déséquilibrent le système climatique.

Or, nous ne pouvons plus nous permettre de déséquilibrer le climat. Nous ne sommes probablement plus très loin d'un "point de basculement" (tipping point) au-delà duquel des phénomènes incontrôlables et irréversibles à l'échelle humaine des temps risquent de s'engrener qui pourraient conduire à ce que l'humanité n'a jamais connu et que la planète n'a plus connu depuis 65 millions d'années: un monde sans glace. Un monde dans lequel le niveau des mers monterait de 80 mètres environ par rapport au présent.

Vivre sans combustibles fossiles

La disparition totale des glaces n'est certes pas pour demain: le processus pourrait prendre jusqu'à mille ans. Mais l'engrenage pourrait se mettre en route dans vingt, trente ou quarante ans et entraîner une hausse du niveau des mers de plusieurs mètres avant la fin du siècle. Pour l'empêcher, il s'agit de réduire radicalement les émissions de gaz à effet de serre, donc de se passer complètement de combustibles fossiles en deux ou trois générations.

Se passer de charbon, de pétrole, de gaz naturel ? C'est possible: le potentiel technique des énergies renouvelables est suffisant pour prendre le relais. Mais en pratique, dans le laps de temps très court dont nous disposons, la transition énergétique n'est envisageable que si elle va de pair avec une importante réduction de la consommation d'énergie. Une réduction

tellement importante qu'elle ne peut être acquise seulement par la hausse de l'efficacité énergétique: une réduction de la production matérielle et du transport de matières est nécessaire.

Un double défi

Ceci suffit à comprendre et à faire comprendre que l'humanité est confrontée à un défi gigantesque. Un défi d'une nature totalement nouvelle, et qui dominera le 21e siècle. Un défi qui contribue à déterminer les conditions d'intervention des marxistes révolutionnaires et du mouvement ouvrier en général.

Ce double défi, le capitalisme ne peut pas le relever. Ni sur le plan social, ni sur le plan environnemental. Plus exactement: il ne peut pas le relever d'une manière qui soit acceptable pour l'humanité (je reviendrai plus loin sur ce que cela implique). La raison de cette incapacité est la même sur les deux plans: le capitalisme n'a pas pour but la production de valeurs d'usage pour la satisfaction de besoins humains finis, mais la production potentiellement infinie de valeur par des capitaux nombreux et concurrents, établis autour d'Etats rivaux.

Un capitalisme sans croissance est une contradiction dans les termes, disant Schumpeter. La dématérialisation relative de la production est certes une réalité, mais elle est plus que compensée par l'augmentation de la masse de marchandises produites.

Le capitalisme social? Une illusion

Cette dynamique d'accumulation constitue la raison fondamentale pour laquelle le "capitalisme vert" est une illusion, au même titre que le "capitalisme social". Il y a des capitaux verts, sans aucun doute, il y en a même de plus en plus, et ils génèrent de belles plus values. Mais ils ne remplacent pas

les capitaux sales: ils s'ajoutent à ceux-ci, et les seconds, parce qu'ils dominent, déterminent les rythmes, les choix technologiques et les modalités d'introduction des premiers.

Le passé récent ne laisse aucun doute à ce sujet. Voyez Barack Obama: lors de la campagne présidentielle, il avait promis de faire payer les pollueurs pour soutenir massivement les énergies vertes (150 milliards de dollars en 10 ans) et aider les plus défavorisés à supporter le renchérissement de l'énergie. Cette politique était censée créer cinq millions d'emplois. Mais la crise des subprimes est passée par là et, de toutes ces intentions, il ne reste rien. Aux USA comme dans l'UE, les pollueurs recevront les droits de polluer gratuitement, les vendront avec profit et les factureront aux consommateurs.

La politique climatique capitaliste renforce les capitalistes qui détruisent le climat. Ainsi s'exprime la force des lobbies patronaux de l'énergie fossile et des secteurs qui y sont liés, tels que l'automobile, la construction navale, l'aéronautique, la pétrochimie et d'autres. Ceci confirme l'analyse marxiste selon laquelle les monopoles ont la capacité de freiner la péréquation des taux de profit. Dans le cas des combustibles fossiles, cette capacité est d'autant plus forte qu'elle s'ancre dans la propriété des gisements, des mines etc., donc dans la rente foncière.

Le résultat s'étale sous nos yeux: dans tous les pays, les plans climat ne représentent même pas la moitié de ce qui serait nécessaire en termes de réduction des émissions de GES. De plus, ces plans creusent les inégalités sociales et s'accompagnent d'une fuite en avant dans des technologies dangereuses: l'énergie nucléaire, la production massive d'agrocarburants et la capture séquestration géologique du CO2 (censée rendre le charbon "propre").

C'est dans ce cadre général qu'il faut voir la pantalonnade de Copenhague: la conférence ultra-médiatisée qui devait accoucher d'un nouveau traité international contraignant et ambitieux pour prendre le relais du Protocole de Kyoto s'est terminée en déroute: sans objectifs chiffrés, sans échéances, sans même une année de référence pour mesurer les réductions d'émissions.

D'ailleurs, Copenhague pourrait bien marquer un tournant vers une politique encore plus dangereuse que celle du Protocole. Par l'accord qu'ils ont conclu, en effet, les 25 grands pollueurs se sont largement soustraits à la pression scientifique du GIEC et au principe des responsabilités communes mais différenciées. C'est un accord de maquignons entre l'impérialisme et les nouvelles puissances capitalistes montantes, qui se sont partagé l'atmosphère sur le dos des peuples, des travailleurs et des pauvres du monde entier.

Il est fort à craindre que la Conférence de Cancun en décembre confirme ce tournant. Dans ce cas, sur base des actuels plans climat nationaux, on peut projeter une hausse de la température moyenne de surface comprise entre 3,2 et 4,9°C en 2100 (par rapport au 18e siècle).

+4°C = une catastrophe

Il faut se méfier d'un catastrophisme aux accents eschatologiques. Certains discours apocalyptiques, en effet, n'invoquent l'urgence que pour plaider les sacrifices et escamoter la responsabilité capitaliste. Mais il ne fait aucun doute qu'une hausse de température de 4°C entraînerait de véritables catastrophes sociales et écologiques.

Il s'agit ici de prendre l'exacte mesure de la menace. Ce n'est pas l'avenir de la planète qui est en jeu, ni la vie sur Terre, ni même la survie de l'espèce humaine. A part la chute d'un astéroïde, un accident nucléaire de grande ampleur est probablement la seule chose qui puisse menacer la survie de notre espèce. Le changement climatique, en tout cas, ne la menace pas. Mais il menace d'aggraver sérieusement les conditions d'existence des 3 milliards d'hommes et de femmes qui manquent déjà de l'essentiel. Et il menace la survie physique de quelques centaines de millions d'entre eux, celles et ceux qui sont les moins responsables du réchauffement.

Mike Davis, dans "Génocides tropicaux", a décrit en détail les horribles famines qui firent des dizaines de millions de victimes

à la fin du 19e siècle. Ces famines étaient le résultat combiné d'un épisode El Nino exceptionnel et de la formation du marché mondial des produits agricoles. C'est à la répétition de tragédies de ce genre que nous devons nous attendre. A ceci près que le drame, cette fois, sera dû entièrement à la soif de profit du grand capital, en particulier des secteurs monopolistes basés sur les combustibles fossiles.

Ceci nous permet de préciser en quoi consiste l'incapacité du capitalisme de faire face au défi. "Il n'y a pas de situation sans issue pour le capitalisme", disait Lénine. En effet. Mais l'issue, cette fois, risque d'être particulièrement barbare.

Crise du système capitaliste

Il est évident que la crise écologique et la crise sociale sont une seule et même crise: la crise du système capitaliste. L'expression "crise écologique" est trompeuse: ce n'est pas la nature qui est en crise, mais le rapport entre la société et la nature. Ce n'est pas le climat qui est en crise, et sa perturbation n'est pas due à "l'activité humaine" en général: elle est due à un certain mode de cette activité, historiquement déterminé, basé sur les combustibles fossiles. La crise écologique, en d'autres termes, n'est rien d'autre qu'une manifestation de la profonde crise systémique du capitalisme.

Quoi faire?

Il est absolument évident que satisfaire le droit au développement et les besoins sociaux en général tout en réalisant les gigantesques réductions d'émission qui sont nécessaires dans les quarante ans n'est envisageable que si l'on adopte une perspective anticapitaliste radicale. Esther Vivas reviendra sur nos tâches politiques dans la seconde partie de ce rapport. Je me contenterai ici de citer les principales mesures qui s'imposent: supprimer les productions inutiles ou nuisibles; planifier la transition vers un autre système énergétique; implanter les sources renouvelables et développer l'efficacité énergétique indépendamment des coûts (en fonction de la rationalité thermodynamique, pas du profit); transférer massivement et gratuitement les technologies propres aux peuples du Sud, via le secteur public des pays concernés; mettre sur pied un fonds mondial pour l'adaptation aux effets du réchauffement dans les pays pauvres; soutenir l'agriculture paysanne contre l'agrobusiness; relocaliser une partie substantielle de la production, notam-

ment agricole; redistribuer les richesses en ponctionnant les revenus du capital; réduire radicalement le temps de travail et les cadences, sans perte de salaire, avec embauche compensatoire; exproprier les secteurs de l'énergie et du crédit...

On nous dit "c'est plus facile à dire qu'à faire." Sans aucun doute, mais la première chose à faire... c'est de le dire. Et c'est ce que nous devons faire en premier lieu, en tant qu'Internationale: le dire. Cela ne nous isolera pas, au contraire. La lutte contre le changement climatique donne une crédibilité tout à fait considérable à l'alternative anticapitaliste. L'ampleur même du problème, sa globalité, son urgence, l'injustice monstrueuse des conséquences prévisibles: tout cela permet d'introduire par en-haut et en termes très simples la nécessité d'une rupture radicale avec la production généralisée de marchandises.

Vu l'énormité des enjeux, c'est beaucoup plus qu'un choix politique qui est posé: un choix de civilisation. A travers le danger climatique, le capitalisme nous offre une possibilité de réhabiliter le communisme pour ce qu'il est vraiment: un projet de civilisation digne de ce nom. Le projet d'une communauté humaine auto-gérant les ressources naturelles communes de façon rationnelle et prudente, pour permettre à toutes et tous de vivre bien - "bien vivre". Face aux projets vaguement antilibéraux, la lutte contre les changements climatiques conforte notre choix d'une ligne clairement anticapitaliste, ainsi que notre refus de toute participation à des gouvernements de gestion du capitalisme.

Stratégiquement, la lutte pour le climat ne se distingue pas pour nous de la lutte générale des exploités et des opprimés. Elle ne peut être menée à bien que par ceux-ci: la classe ouvrière, les jeunes, les femmes, les pauvres, les petits paysans, les peuples indigènes. La classe ouvrière est appelée à y jouer un rôle majeur, car elle seule peut jeter les bases d'un autre mode de production dans lequel elle décidera ce qui est produit, comment, pourquoi, pour qui et en quelle quantité.

En même temps, c'est peu dire que le combat environnemental en général, climatique en particulier, est difficile à introduire dans le mouvement ouvrier. Cette difficulté résulte de la situation des travailleurs en tant que classe la plus exploitée, coupée de ses moyens de production, coupée en particulier de la nature comme moyen de production, et qui voit

ces moyens de production appropriés par le capital se dresser face à elle comme des forces hostiles.

La conclusion qui en découle est que la possibilité d'écologiser la lutte de classe est fonction de la lutte de classe elle-même. Plus les travailleurs seront battus, atomisés, démoralisés, plus ils verront la défense du climat comme une menace, et plus la classe capitaliste sera en mesure d'utiliser effectivement la protection du climat comme un prétexte pour les attaquer davantage. Dans un tel contexte, la conscience écologique ne peut progresser que sous la forme aliénée du déchirement intime entre le consommateur convaincu de sa nécessaire sobriété et le producteur angoissé par la perte de son emploi.

A l'inverse, plus les travailleurs auront de succès dans leurs combats, plus ils gagneront de confiance en leur force, plus ils seront capables de prendre en charge la question écologique en y apportant collectivement, en tant que producteurs et que consommateurs de leur propre production, les solutions anticapitalistes indispensables.

Un meilleur rapport de forces des exploités et des opprimés est la condition nécessaire d'une solution anticapitaliste à la crise climatique, donc d'une solution tout court. Mais cette condition nécessaire n'est nullement suffisante, et ne permet pas de renvoyer à plus tard le combat pour l'environnement. En effet, outre son urgence, la question écologique possède un certain nombre de spécificités telles que la formation d'une conscience de classe anticapitaliste se heurte ici à des obstacles encore plus grands que dans d'autres domaines.

Il en découle trois conclusions:

- Premièrement, l'importance de la construction d'un outil politique, un parti politique anticapitaliste capable de proposer des analyses de la double crise sociale et écologique. Rarement la nécessité d'un parti et d'une Internationale révolutionnaire comme intellectuel collectif aura été aussi flagrante;

- Deuxièmement, l'importance d'un programme de revendications permettant de lier concrètement les dimensions sociales et écologiques de la crise capitaliste. Le point clé ici est que la crise climatique, en donnant une actualité nouvelle à l'idée d'une alternative globale de société, réhabilite du même coup la notion du programme de transition

capable de jeter un pont entre la situation actuelle et cette alternative globale;

- Troisièmement, l'importance des dialectiques sociales pour aider l'avant-garde ouvrière à jouer son rôle. Ce n'est pas par hasard que les paysans, les peuples indigènes et la jeunesse sont aux premières lignes dans la mobilisation sociale pour le climat. Les jeunes luttent pour leur avenir, contre une société monstrueuse dont les responsables savent ce qui est en cours mais laissent faire. Quant aux paysans et aux peuples indigènes, à la différence des travailleurs, ils ne sont pas coupés de leurs moyens de production, en particulier de la terre. Face à un système capitaliste qui les a condamnés à mort, ils ont compris que la lutte climatique fait partie de leur lutte d'ensemble et confère à celle-ci un formidable surcroît de légitimité. "Les paysannes et les paysans peuvent refroidir la planète que l'agro-business réchauffe" disait un communiqué de Via Campesina un peu avant Copenhague. Les travailleurs aussi peuvent refroidir la planète. En produisant pour les besoins, pas pour le profit, en réduisant radicalement le temps de travail, etc. La convergence des mouvements sociaux peut les aider à prendre conscience de la force énorme qu'ils représentent. De là notamment l'importance de la conférence de Cochabamba convoquée par Evo Morales.

Ecosocialisme

En adoptant ce projet de résolution, la Quatrième Internationale se dira écosocialiste. Certains refusent cette étiquette en disant: "à quoi bon, le socialisme suffit". Parmi les adversaires de l'écosocialisme, il y a ceux pour qui rien n'a changé, qui refusent que le pur schéma de la Révolution d'Octobre soit pollué par la question écologique. Ils ne sont pas, que je sache, présents dans nos rangs. Par ailleurs, il y a des camarades qui, tout en admettant la nouveauté radicale de la combinaison du social et de l'écologique, considèrent l'écosocialisme comme une concession inutile à l'écologie politique. Ce n'est pas de cela qu'il s'agit.

On peut discuter longuement l'existence ou non d'une écologie de Marx. Personnellement, je crois Marx beaucoup plus écolo que nous ne l'avons dit. Mais l'essentiel n'est pas là.

L'essentiel est que tous les courants marxistes ont raté la question écologique, que certains continuent à la rater et que tous gardent des difficultés à y répondre de façon convaincante.

Se dire écosocialistes, c'est d'abord une manière de dire "nous avons compris" ou, à tout le moins, "nous savons que nous devons comprendre quelque chose que nous n'avons pas compris". C'est une nouvelle étiquette sur la bouteille, un peu comme la nouvelle chemise que Lénine recommandait d'enfiler. Une nouvelle étiquette peut être utile.

Mais l'écosocialisme est plus beaucoup qu'une étiquette. Quoique le concept soit encore en chantier, on peut indiquer une série de points sur lesquels il se différencie substantiellement du socialisme tel que des générations de militants l'ont conçu, et tel que notre courant l'a conçu.

Un autre système énergétique

Le point de départ est que stabiliser le climat implique un autre système énergétique. Pas seulement d'autres technologies pour produire du courant, de la chaleur ou du mouvement, mais aussi une autre agriculture, une autre rationalité et une autre organisation spatiale. La construction de ce système nouveau sera forcément une tâche de longue haleine, nécessitant la destruction de l'appareil productif capitaliste. La prise du pouvoir politique n'est que le point de départ de ce bouleversement.

Le nouveau système énergétique à construire implique nécessairement la décentralisation de la production de courant – condition nécessaire notamment à l'utilisation rationnelle de la chaleur – et la relocalisation d'une part la production. Décentralisation et relocalisation sont parfaitement compatibles avec le projet d'un socialisme mondial, et indispensables à son autogestion démocratique. Cependant, il est peu contestable que ces deux préoccupations ne surgissent pas spontanément de notre tradition programmatique, qui insiste p l u t ô t

sur la planification mondiale de la production et des échanges.

Une autre problématique nouvelle concerne l'importance du travail vivant. Notre programme fait une large place à la nécessité d'investir du travail vivant dans les services tels que les soins aux personnes, l'enseignement, la santé, etc. Cette problématique ne nous est donc pas étrangère. Mais, pour tous les autres secteurs, nous nous en remettons à l'idée que les machines et les robots permettront de libérer au maximum les producteurs de la charge du travail physique. Cette idée doit être remise en cause, car les soins aux écosystèmes nécessitent une intelligence et une sensibilité qui ne peuvent être apportés que par le travail humain. C'est particulièrement évident dans le cas de l'agriculture: pour "refroidir la Terre",

comme dit Via Campesina, il faut remplacer l'agro-business par une agriculture organique paysanne ou coopérative. Cela passe forcément par un plus grand investissement en travail humain (ce qui ne signifie ni le retour à la houe ni la fin du progrès, mais une autre forme de progrès).

Enfin, la conception même de la nature mérité d'être réexaminée. Dans le contexte de la crise écologique capitaliste, en effet, le marxisme ne peut plus se contenter de voir la nature du seul point de vue de la production, c'est-à-dire comme un stock de ressources, une plateforme de travail et une décharge pour les déchets. Nous devons apprendre à voir la nature aussi du point de vue de la nature

elle-même, du point de vue des grands échanges de matière et des conditions de fonctionnement des écosystèmes, qui déterminent en dernière instance les conditions de vie de l'humanité. Il y a de précieuses indications à ce sujet chez Marx, il s'agit de s'en saisir et de les développer.

Sur tous ces points, la résolution ne fait qu'ouvrir un chantier théorique sur lequel l'Internationale devra revenir. Mais il est important de faire signe dès maintenant, de montrer que nous sommes en mouvement. A Copenhague, en décembre, une brèche s'est ouverte. Pour la première fois, une mobilisation de masse sur les questions environnementales globales a pris le caractère d'une lutte sociale contre le système en place: "Change the system, not the climate", "Planet not profit". Ce mouvement internationaliste va s'amplifier. Il nous offre des potentialités considérables. Une tendance anticapitaliste ne nous a pas attendus pour s'y développer. Nous devons la renforcer. ■



photomontage: Little Shiva

Le peuple grec au pain sec

Quand l'Europe capitaliste impose l'austérité

par Guy Van Sinooy

En décembre 2008, les étudiants grecs étaient descendus dans la rue et s'étaient affrontés aux forces de l'ordre. Spectacle plus inhabituel: ce sont maintenant les retraités d'Athènes qui manifestent et se battent avec la police. Sous la pression des chefs d'état européen de la zone euro, le gouvernement Papandréou (PASOK) vient en effet de décider d'appliquer un

du PIB. Bon nombre de pays sont cependant incapables de respecter ces normes. En 2009 la dette publique s'élevait à 95,7% en Belgique, à 81,5% en France et à 78,7% en Allemagne. Mais alors pourquoi cet acharnement vis-à-vis de la Grèce? Parce que les statistiques grecques ont tout simplement été truquées... avec la complicité de banques internationales!

En 2001, juste avant l'adhésion de la Grèce à la zone euro, la banque d'affaires

de son budget aux dépenses militaires. Les armateurs grecs sont à la tête d'une flottille de 4.000 bateaux, le plus souvent immatriculés sous des pavillons de complaisance, bénéficiant d'un régime fiscal favorable. La majorité des gros employeurs ont délocalisé leur siège social à Chypre où l'imposition n'est que de 10%. L'église orthodoxe grecque, propriétaire d'un patrimoine immobilier considérable, est exonérée d'impôts.

D'autres plans d'austérité

La violence du plan d'austérité en Grèce vise aussi à préparer l'opinion publique, ailleurs en Europe, à de semblables plans d'austérité. Le Portugal (où le gouvernement procède à la privatisation de nombreux services publics pour éponger sa dette), l'Irlande (dont le déficit avoisine celui de la Grèce), la Grèce et l'Espagne (frappée par une crise immobilière et un taux de chômage proche de 20%) sont désormais désignés par les milieux financiers sous l'acronyme méprisant de PIGS (cochons, en anglais)!

Demain, le Portugal, l'Irlande, l'Espagne, mais aussi la Belgique seront mises sous pression par l'Union européenne, et ses grandes puissances, pour appliquer des mesures d'austérité destinées à faire payer les pauvres pour remplir les coffres des capitalistes.

Solidarité internationale

Heureusement, la population ne se laisse pas plumer sans réagir. Des manifestations impressionnantes se sont déroulées au Portugal. En Espagne, les travailleurs ont manifesté le 23 février contre le report à 67 ans de l'âge de la pension. La Grèce a été balayée par deux grèves générales de grande ampleur depuis le début de l'année.

Le mouvement ouvrier en Belgique, syndicats et partis, doit manifester son soutien à la lutte des travailleurs grecs, espagnols, portugais en lutte contre les plans d'austérité. Car si ces travailleurs sont vaincus, demain une vague similaire de mesures d'austérité s'abattra sur la population laborieuse de notre pays. ■

américaine Goldman Sachs a aidé le gouvernement grec à dissimuler l'ampleur de la dette au moyen de produits financiers complexes. A l'époque, la Commission européenne ne pouvait ignorer cette manipulation, mais elle a tout simplement fermé les yeux car l'intégration de la Grèce à la zone euro était importante pour des raisons stratégiques et géopolitiques. A l'époque, la France (2ième fournisseur en armes de la Grèce) et l'Allemagne étaient les meilleurs avocats de la Grèce. Aujourd'hui la France et l'Allemagne possèdent 80% de la dette grecque.

L'austérité colossale imposée aujourd'hui à la population grecque est donc un remède cheval imposé par les grandes puissances européennes pour garantir leurs intérêts.

Et pourtant, d'autres solutions budgétaires existent en Grèce

Et pourtant, d'autres voies existent pour rétablir l'équilibre budgétaire à Athènes. La Grèce est le pays de l'Union européenne qui consacre le plus fort pourcentage

nouveau plan d'austérité pesant 4,8 milliards d'euros: hausse de la TVA de 2% (de 19 à 21%), réduction du 13e et 14e mois pour les fonctionnaires, blocage du montant des pensions dans le secteur public et dans le privé, augmentation de 20% des taxes sur l'alcool, hausse de 8 centimes du litre d'essence, de 3 centimes du litre de diesel, augmentation de 63% du prix des cigarettes, hausse de l'impôt immobilier. Ce plan s'ajoute aux premières mesures d'austérité décidées en février: blocage des salaires dans la fonction publique, recul de l'âge de la pension.

Déficit public, manipulations bancaires et manœuvres politiques

Fin 2009, le déficit public de la Grèce s'élevait à 112% du Produit intérieur brut (PIB), c'est-à-dire bien au-dessus des normes de Maastricht: les pays souhaitant participer à la zone euro doivent en effet maintenir leur déficit sous la barre des 3% et leur dette publique ne peut dépasser 60%

Les islandais refusent de payer la crise

par Olivier Bonfond, Jérôme Duval et Damien Millet

Samedi 6 mars, les Islandais se sont rendus aux urnes pour se prononcer pour ou contre la loi "Icesave". Cette loi prévoyait la nationalisation de dettes privées et l'imposition de mesures économiques antisociales afin de trouver les fonds pour rembourser ces dettes. Avec une participation qui dépasse les 60%, le Non a remporté sans surprise une écrasante victoire: environ 93% des suffrages exprimés. Cela constitue surtout une victoire importante contre le néolibéralisme. Ce sera aussi une victoire pour la démocratie si, contrairement à ce qui s'est passé en France et en Irlande récemment, le choix des Islandais est respecté.

Petit pays de 320 000 habitants sans armée, l'Islande a subi de plein fouet la crise financière actuelle. Des milliers de ménages ont perdu leur travail ou ont été expulsés de leurs logements. Dans le même temps, l'Etat a déboursé des centaines de millions d'euros pour nationaliser les trois principales banques islandaises, totalement privatisées en 2003, et les sauver de la faillite. Le peuple islandais s'est alors senti floué et s'est mobilisé massivement pour tenter de faire payer le coût de cette crise aux responsables: les banques et les fonds spéculatifs. Cette pression a donné des résultats: le gouvernement a démissionné fin 2008 et, en août 2009, le Parlement a adopté une résolution pour conditionner le remboursement de cette dette aux "capacités de paiement" du pays. Mais les intérêts en jeu sont énormes. Le FMI et l'Union européenne ont pesé de tout leur poids pour renverser cette orientation. Dans la nuit du 30 au 31 décembre 2009, le Parlement a changé de position et voté la loi "Icesave", qui visait à confirmer la nationalisation de ces dettes privées et à organiser, via des mesures d'austérité (gel des salaires, diminution des dépenses publiques...), le remboursement intégral (3,9 milliards d'euros) des montants avancés par les Etats britanniques et hollandais pour indem-

niser leurs "citoyens lésés" par la faillite de la banque en ligne islandaise Icesave en octobre 2008, dont l'Etat avait garanti les dépôts.

La population islandaise ne l'a pas entendu de cette oreille: des organisations ont lancé une pétition contre cette loi et, en quelques semaines, plus de 25% de l'électorat islandais l'avaient signée! Face à cette protestation populaire, le Président fut contraint d'appliquer l'article 26 de la Constitution qui stipule qu'en cas de refus du Président de promulguer une loi, elle doit être soumise à une consultation populaire. Malgré différentes pressions et menaces, les Islandais ont donc largement dit non à cette loi néolibérale. Mais il faut être très vigilant à ce que ce choix soit respecté. Rappelons-nous ce qui s'est passé à propos du Traité de Lisbonne:

alors que les Français avaient dit Non au Traité constitutionnel européen, le gouvernement français a tout de même fait approuver le Traité de Lisbonne qui l'a remplacé en passant par la voie parlementaire, tandis qu'après un premier vote négatif en Irlande, le gouvernement irlandais a imposé un nouveau référendum afin de parvenir au Oui. On le voit, dès que le résultat initial n'est pas jugé satisfaisant, les dirigeants s'arrangent souvent pour contourner la volonté du peuple, comme

ce fut déjà le cas au Danemark en 1992-93 au moment du Traité de Maastricht où un second référendum avait également été organisé. Difficile de faire de même en Islande tant le refus est massif. Pourtant, la question n'est malheureusement pas incongrue: on parle déjà d'un vote inutile, puisque les Islandais se seraient prononcés sur une loi obsolète, une autre proposition étant déjà sur la table. Un nouveau vote sur une nouvelle proposition s'annonce-t-il? ■



photomontage: Little Shiva

Elections régionales: état des lieux

par Nicolas, Liège

Les élections Régionales se sont tenues en France à la mi-mars. Ce scrutin confirme ce que les Européennes avaient révélé : la Droite est désavouée et la Gauche social-libérale bénéficie du vote sanction et se redresse, confortée par la reprise en main du PS par Martine Aubry. Elle a ainsi conquis une région de plus et gère 21 des 22 régions, seule ou en alliance avec le Front de Gauche (FG) composé du PCF et du Parti de gauche (PG) de l'ex-ministre de Jospin, Jean-Luc Mélançon.

François Bayrou et sa ligne "ni Gauche ni Droite" dévisse à 4% contre 17% en 2007 alors qu'Europe Ecologie devient la deuxième force classée à Gauche avec 12%, profitant de la vague verte et d'une unité de façade de ses courants. En dépit de ses difficultés financières, le FN se repositionne comme "alternative" avec 11,47% au premier tour et 17,5% en moyenne dans les 12 régions où il a pu se maintenir au second tour, alors que les résultats de la Gauche radicale sont décevants. Enfin, signalons que l'abstention fut majoritaire, surtout dans les couches populaires.

Quels enseignements tirer ?

A Droite, la crise du sarkozysme s'approfondit. Alors qu'elle partait unie, elle a péniblement atteint les 35% au second tour, contre 54% des suffrages pour la Gauche. Celles et ceux qui s'étaient laissés abuser par les rodomontades sécuritaires et les slogans tels que "travailler plus pour gagner plus" ne croient plus en Sarkozy ; ses gesticulations sur la "moralisation du capitalisme" et la "lutte contre les patrons voyous" se heurtent frontalement à sa gestion de la crise... au seul bénéfice de ces derniers. Du coup, le Front national reprend

des couleurs en s'appuyant sur le débat autour de l'identité nationale et sur les politiques racistes menées par le gouvernement. Pour regagner les électeurs-trices frontistes, Fillon a déjà promis une loi sur le voile intégral allant "le plus loin possible sur la voie de l'interdiction générale dans le respect des principes généraux du droit".

Conséquence, le leadership de Sarkozy se fissure et sa possible réélection en 2012 ne paraît plus si évidente... Lassés par les défaites successives, dont celles de tous les ministres en lice, les concurrents attaquent, à l'image de l'ancien premier ministre Villepin qui a annoncé la création de son propre parti en juin. Sentant la fragilité de l'UMP, les centristes exigent une place plus importante au sein de la Majorité, et de plus en plus de députés se rebellent ; certains osent même remettre en cause le symbole du sarkozysme triomphant : le "bouclier fiscal". Pour resserrer les rangs et noyer le poisson de la défaite, Sarkozy a opté pour une solution différente : maintenir ce dispositif fiscal comme acte d'allégeance à la Bourgeoisie, virer les ministres "d'ouverture", liquider la "taxe carbone" en passant... et accélérer les attaques contre les travailleurs-euses avec pour cibles les systèmes de retraite et de santé, les services publics et les fonctionnaires. Puisque les sondages le donnent pour la première fois sous la barre des 30% d'opinion favorable, il ne cherchera pas à sauver les apparences, mais à cogner fort.

A Gauche, la crise du PS semble mise entre parenthèses avec le compromis interne sur la Direction, l'accord pour l'organisation de "Primaires" et cette victoire. Mais les tensions réapparaîtront dès le choix du/de la candidat-e, même si les données du problème (union avec la Droite "centriste" ou reconstitution d'une "Gauche plurielle") semblent évoluer avec la faiblesse de Bayrou et l'apparition d'Europe Ecologie sur la scène politique. De fait, le PS redevient une force crédible dans la perspective de battre Sarkozy, aspiration forte à Gauche comme au Centre. Mais alternance n'est pas alternative : le PS demeure social-libéral et de nombreux cadres dont François Hollande ont réitéré leur soutien au projet d'allongement de la durée des cotisations.

La stratégie d'Europe Ecologie (EE) d'union des forces écologistes est un succès, même si en interne les débats sont tendus sur ce que devrait être ce rassemblement. Ce cartel est porté par une

conscientisation environnementale de la population suite aux débats sur la pollution ou le réchauffement climatique, le tout dans un cadre de matraquage médiatique, de "Grenelle de l'Environnement" et de capitalisme vert décliné à toutes les sauces. Mais EE devra choisir un concept et beaucoup de dents grinceront : parti ou autre forme à définir ? Quel programme ? Quel fonctionnement ? Quelles alliances ? Les clarifications seront douloureuses.

Comme aux Européennes, la tactique du FG a permis d'enrayer le déclin du PCF, avec près de 7% des voix et 17 candidatures indépendantes du PS au 1er tour. Mais ce score cache la perte de la moitié des élu-e-s du Parti par rapport à 2004. Et surtout, si la crise du PCF a pu être masquée, elle n'a pas disparu : le PC doit toujours faire le grand écart entre une radicalité couplée à la dénonciation des sociaux-libéraux et la nécessité pour lui de s'allier avec le PS et de cogérer le système pour sauver ses élu-e-s et son appareil. Cela s'est vu dès le 2ème tour des Régionales où presque partout le PCF a opéré des fusions programmatiques avec le PS et a intégré les Exécutifs avec un accord de "Gauche solidaire". Résultat, le bateau tangué et le courant "Rénovateur" a démissionné du Parti. De plus, le Parti de gauche de Mélançon est un allié plus qu'encombrant tant il est clair que ce dernier sera candidat aux Présidentielles et espère plumer la volaille communiste, alors même que le PCF hésite entre une candidature de témoignage et le ralliement au PS via l'artifice des Primaires à Gauche. L'avenir du FG n'est pas écrit, mais la maison commune chancelle déjà.

La gauche radicale, incarnée par LO et le NPA a souffert. LO se présentait partout seule et le NPA présentait des listes à géométrie variable, seul ou en alliance avec d'autres groupes dont le FG. Les résultats varient, mais restent faibles dans un contexte de crise économique telle que nous la subissons. Les raisons de cet échec sont aisées à comprendre, mais compliquées à résoudre : lancé dans un contexte de luttes sociales fortes, le parti a dû affronter presque immédiatement le recul des mouvements sociaux et la démoralisation de larges secteurs des classes populaires... Par ailleurs, le NPA n'était pas assez abouti pour affronter la concurrence du PG et du FG, créés pour réduire son espace et pour mener la colère des travailleurs-euses dans l'impasse amère de l'arène électorale. Le



NPA s'est laissé enfermer dans des débats sans fin sur les questions de l'unité, de l'indépendance vis-à-vis du PS et n'a pas été en mesure de trouver une cohérence lors des Régionales en présentant un profil trop éclaté pour convaincre. Enfin, la campagne médiatico-politique contre la candidature d'Ilhem a profondément divisé le Parti et a affecté son image, laissant planer un air nauséabond de chasse aux sorcières.

A la décharge du NPA, il faut préciser que les 2/3 de l'électorat de Besancenot en 2007 n'ont pas voté, dont 70% des jeunes de 18 à 25 ans et jusqu'à 70% des habitant-e-s des quartiers populaires ! Le pari du NPA de s'implanter dans ces quartiers et la jeunesse demeure donc stratégique...

Conclusion

Le paysage politique semble se redessiner, avec un sarkozysme en crise ouvrant la voie à un possible éclatement de la Droite, et l'émergence d'un axe PS-EE auquel le PCF servira de caution de Gauche. Par ailleurs, l'extrême-Droite refait surface comme c'est le cas ailleurs en Europe, et fait peser une menace populiste pourtant largement présente au gouvernement.

Le NPA devra tirer un bilan de l'année écoulée et des deux élections, résoudre ses faiblesses de jeunesse et affiner sa stratégie pour gagner en cohérence et en efficacité lors de son futur congrès. Mais surtout, et c'est l'essentiel pour ce parti qui veut "révolutionner la société", les militant-e-s devront continuer à se battre dans les entreprises, dans les universités et dans les quartiers populaires pour contribuer à faire émerger une Gauche anticapitaliste capable de bloquer les attaques de Sarkozy et du patronat par la convergence des luttes, en favorisant l'auto-organisation et la résistance de la population. ■



Photothèque Rouge/dabar

Pakistan: le développement du Parti du travail (LPP)

✦ par Farooq Tariq*

Aux origines du LPP

Revenons en arrière : en 1992 le Groupe de lutte a rejoint le Comité d'action commun pour les droits populaires de Lahore (JAC) au moment de sa fondation et ces relations de coopération se sont poursuivies lors de la fondation du LPP. Au cours de sa première année le LPP avait fait partie du Comité pour une Internationale ouvrière (CWI-CIO), qu'il a quitté. En 2004 le LPP est devenu observateur permanent aux réunions de direction de la IVE Internationale.

Le LPP fait partie aujourd'hui du Comité de coordination des partis progressistes du Pakistan.

Les militants du LPP ont été actifs dans la construction d'autres réseaux, tel le comité contre la guerre (1991) ou l'Alliance contre les privatisations (2005).

Nous pensons qu'il est important d'apprendre à travailler ensemble dans un pays où ceux qui s'opposent activement à toute perspective socialiste sont nombreux et où certains refusent même de s'écouter. Cela signifie que nous exprimons nos opinions, même en étant en désaccord avec d'autres, mais que nous travaillons pour maintenir des rapports cordiaux.

Quasiment tous les dirigeants actuels du LPP, y compris les dirigeantes, ont été emprisonnés sous le régime Musharraf en raison de leur engagement dans les luttes pour les droits démocratiques et les droits des ouvriers et des paysans.

Indépendance des mouvements sociaux et solidarité internationale

Contrairement aux partis de la gauche traditionnelle qui ont construit des organisations contrôlées par eux, depuis sa création le LPP s'est donné pour but d'apporter de l'aide au développement des mouvements sociaux indépendants ainsi que des organisations ouvrières et paysannes. Ainsi il n'y a pas de syndicat

dépendant du LPP, mais au contraire nous avons soutenu le développement de la Fédération nationale des syndicats (NTUF), constituée en 1998.

De même, le LPP a aidé au rassemblement de 22 organisations paysannes ayant constitué le Comité paysan de coordination du Pakistan (PPCC), uni sur la base d'une plate-forme commune.

Depuis 2000, le LPP a soutenu le développement du Réseau d'aide des femmes travailleuses (WWHL).

Le LPP fait partie du mouvement anti-mondialisation et il a aidé à construire au Pakistan les mobilisations et manifestations anti-impérialistes internationales. Nos militants ont participé à la construction du Forum social pakistanais et, en 2006, à l'organisation du Forum social mondial à Karachi.

Regagner l'espace politique

Notre cinquième congrès a eu lieu les 27-29 janvier 2010. Pour la première fois, ce congrès a été conclu par un meeting massif. Deux mouvements de travailleurs et de paysans se sont associés à nous pour l'organisation de cet événement, en espérant organiser ainsi le plus grand rassemblement des forces de gauche dans la province du Pendjab.

Les partis religieux de droite apportent un soutien politique total à toutes les actions violentes des fanatiques religieux, menées sous le prétexte de "lutte contre l'impérialisme". Les attaques quotidiennes des drones états-uniens permettent à ces fanatiques de trouver une justification politique pour poursuivre leurs agissements. L'espace pour une politique progressiste a été réduit par le conflit entre les partis de droite au service des riches et les fondamentalistes religieux. Le congrès du LPP et la conférence de masse des ouvriers et paysans sont une tentative d'arracher cet espace perdu. Il s'agit d'un début. Les mobilisations de masse de la classe ouvrière vont renforcer sa voix et l'aideront à contester la droite.

L'influence de la gauche s'accroît

Deux jours durant le Ve Congrès du LPP a contribué à faire avancer le processus révolutionnaire au Pakistan. Il a réuni des camarades issus de différentes traditions et tendances en vue de débattre de la construction d'un parti ouvrier de masse, indépendant de l'influence des capitalistes et des féodaux. Ce fut une expression de l'influence croissante de la nouvelle gauche au Pakistan.

Plus de 140 délégué-e-s et quelques observateurs, représentant les 7263 membres du LPP ont examiné les aspects politiques et organisationnels du parti.

Les délégués ont pris connaissance des messages de solidarité de la IVE Internationale, de la LCR du Japon, du PC de Cuba, du NPA de France, de l'ISO des États-Unis, du PC de l'Inde (M-L), de l'Association indépendante de juristes de Grande-Bretagne, du RSP d'Australie, du Comité d'action des consommateurs du Pakistan, du groupe de solidarité avec les peuples de l'Asie du sud-est de Toronto, et d'autres encore.

La discussion internationale a été introduite par un rapport de Farooq Tariq, expliquant les fondements de la crise capitaliste internationale, du désastre écologique et de l'occupation impérialiste de l'Irak et de l'Afghanistan. Il a présenté l'état de la lutte des classes et ses perspectives, mettant l'accent sur le rôle des femmes ainsi que sur la nécessité de renforcer les liens internationaux en tant qu'élément indispensable pour préparer la révolution future. Intervenant au nom de l'Organisation afghane révolutionnaire du travail (ALRO), Arif Afghani a souligné l'aggravation des conditions sociales et économiques des masses afghanes. Le secrétaire général du PC de l'Inde (marxiste-léniniste), Dipankar Bhattacharya, a adressé un message au Congrès : "Il est impératif pour la gauche, tant en Inde qu'au Pakistan, de résister à la conception impérialiste et de travailler sans relâche pour la paix, la coopération et l'amitié bilatérales."

Rassemblement historique des ouvriers et paysans

Le 29 janvier une conférence internationale des ouvriers et paysans s'est tenue à Faisalabad, la troisième ville du Pakistan. Elle a été organisée conjointement avec le Labour Qaumi Movement (LQM) et le Anjuman Mozareen Punjab (association des locataires). Les dirigeants des deux mouvements avaient participé la veille au congrès du LPP en tant que délégués. Durant les deux semaines qui ont précédé la conférence, la ville était décorée des drapeaux rouges du LPP et du LQM. Après avoir parcouru le pays, plus de 3 000 paysans sont arrivés en cortège, habillés de manière traditionnelle et portant des tambours Dhool Damaka.

Défi tenu

C'était un véritable défi que de tenir une conférence massive alors que les attaques suicidaires et les explosions de bombes sont quotidiennes. Pour les classes opprimées, c'était aussi le symbole qu'elles peuvent s'unir et compter sur leur propre direction. Mis à part les rassemblements religieux, il y a longtemps qu'autant d'ouvriers et de paysans ne s'étaient ainsi rassemblés au Pendjab. Dix mille personnes ont pris part à la conférence et beaucoup de sympathisants locaux avaient eu peur des attentats et n'ont pas osé venir.

Les deux mots d'ordre principaux de la conférence concernaient la délivrance à tous les travailleurs de l'industrie des cartes de sécurité sociale et la garantie de la propriété des terres aux paysans des Fermes militaires. Les slogans mettaient en avant la solidarité et la révolution : "Travailleurs du monde entier, unissons-nous !", "A bas le capitalisme et le féodalisme !", "Non au FMI et à la Banque mondiale !", "A bas l'impérialisme américain !", "Non aux attaques des drones et au fondamentalisme religieux !", "Pour un Pakistan pacifique et démocratique !", "Droits égaux pour les femmes !".

Ils ont exigé un salaire mensuel minimum de 15 000 roupies (130 euros) dans toutes les usines. Ils ont annoncé leur intention de participer aux prochaines élections locales à Faisalabad et dans d'autres

ville. Ils ont condamné les atrocités commises par les militaires au Baloutchistan et assuré le peuple Baloutche, en lutte contre l'exploitation et l'injustice, de leur solidarité. Enfin, ils ont exigé la réapparition des disparus.

ce que nous avons fait, nous pouvons faire bien plus pour soutenir les travailleurs", commentait Rana Tahir, du LQM, à l'issue de la conférence. ■



Renouveau de l'identité prolétarienne

En conclusion ils ont dit être las des querelles intestines entre le Parti du peuple pakistanais⁽¹⁾ et la Ligue musulmane Nawaz⁽²⁾, qui ne s'opposent que sur la manière de se partager la domination et de préserver leur statut privilégié. Les orateurs ont souligné la nécessité d'une politique indépendante de ces partis des riches, indiquant que c'est l'alliance des ouvriers et des paysans qui est une alternative pratique.

Tous les participants ont tiré un bilan très positif de cette conférence, qui indiquait comment l'unité aide à améliorer les rapports de forces. "Nous sentons que la puissance de la classe ouvrière peut changer la société. Si nous pouvons faire

* Farooq Tariq est le porte-parole du LPP, Parti du travail du Pakistan.

1. Le Parti du peuple pakistanais (PPP) a été fondé en 1967 par Zulfikar Ali Bhutto, issu d'une famille de grands propriétaires terriens, qui l'a dirigé jusqu'à son exécution en 1979. En février 2008, le PPP a formé un gouvernement de coalition avec la Ligue musulmane Nawaz et a poussé le général Musharraf à démissionner du poste de Président de la République islamique du Pakistan en août 2008. Membre de l'Internationale socialiste, le PPP est un parti clientéliste menant une politique favorable aux féodaux et à la grande bourgeoisie pakistanaise.

2. La Ligue musulmane Nawaz est un parti de la droite conservatrice et islamiste, issu de la Ligue musulmane, le parti islamique traditionnel en Inde sous l'occupation britannique, qui luttait pour un État musulman et a été à l'origine de la création du Pakistan en 1947.

Des défis à relever à Cuba

↳ par Eric Toussaint

Des facteurs externes et internes créent une situation difficile et tendue à Cuba. La crise financière et économique mondiale affecte directement l'économie cubaine à cinq niveaux :

1. le prix de la tonne de nickel exportée par Cuba sur le marché mondial est passé de 50 000 dollars à 10 000 dollars entre 2008 et 2009 ;

2. bien que le nombre de touristes ait un peu augmenté en 2009, ils ont nettement réduit leurs dépenses (ce qui a réduit de 10% les recettes) ;

3. la chute du prix du pétrole, qui a affecté directement le Venezuela, a retardé les paiements que ce pays effectuait pour rémunérer les services rendus aux Vénézuéliens par Cuba, notamment au niveau de la santé ;

4. les effets, dans la durée, des dommages créés par de puissants ouragans qui ont ravagé une partie de l'île en 2008 ;

5. le maintien de l'embargo par l'administration de Barack Obama. Le nouveau président n'a même pas levé les mesures qui interdisent aux citoyens américains de faire du tourisme ou d'aller se soigner à Cuba. Or vu la proximité entre les Etats-Unis et Cuba, le tourisme en provenance du voisin du Nord pourrait augmenter grandement les recettes touristiques de l'île de la Caraïbe.

La conséquence, c'est un déséquilibre (un déficit) dans la balance commerciale de Cuba alors que ce pays doit importer une proportion élevée de la nourriture consommée dans le pays. Le gouvernement a réagi par une forte réduction des importations, ce qui a affecté la vie quotidienne de la population cubaine. Les difficultés d'approvisionnement en nourriture ont créé un malaise perceptible par ceux qui dialoguent avec les Cubains dans la rue. Précisons que contrairement à l'écrasante majorité des pays en développement, y compris les pays émergents, personne ne meurt de faim à Cuba et on ne constate pas d'insuffisance pondérale parmi la population. Les Cubains ne souffrent pas de sous-alimentation. Dans un pays où les inégalités restent très nettement inférieures à

celles des pays voisins, les Cubains ont accès à une alimentation suffisante et à des services de santé et d'éducation de qualité. En 2009, le Cubain moyen a consommé 3 200 calories par jour alors que la norme nationale minimale est fixée à 2 600 calories.

Néanmoins, les Cubains ressentent une frustration dans leur vie quotidienne car ils doivent consacrer un temps anormalement long dans les files au magasin pour accéder à une série de produits alimentaires et les prix de certains de ceux-ci ont augmenté : c'est le cas de la pomme de terre dont le prix, libéré, a doublé.

Cuba a un accès très restreint aux financements extérieurs

Il faut rappeler que Cuba n'est membre ni du FMI ni de la Banque mondiale afin de ne pas subir leurs diktats. Cuba ne leur demande donc pas de prêts. De plus, les crédits des pays membres du Club de Paris lui sont refusés depuis des années, mais quand on connaît les conditionnalités qui les accompagnent, il n'est pas possible de le regretter.

Les banques privées internationales qui sont prêtes à octroyer du crédit exigent des primes de risque-pays très élevées pour se protéger de l'embargo décrété par les Etats-Unis. Concrètement, la plupart des crédits octroyés à Cuba proviennent de la Chine, du Brésil et du Venezuela. Cette situation est très frustrante vu que les pays de la région qui ont constitué à Cancun en février la Communauté latine et Caraïbe (comprenant tous les Etats des Amériques sauf les Etats-Unis et le Canada), disposent d'environ 500 milliards de dollars sous la forme de réserves de change. Au lieu d'utiliser ces réserves pour réaliser des investissements productifs dans la région ou pour venir en aide aux pays du Sud dont la balance commerciale est en déséquilibre, une partie considérable de ces réserves est prêtée au gouvernement des Etats-Unis via l'achat de bons du Trésor. La situation est d'autant plus frustrante que, au niveau politique, la création de fait de cette nouvelle organisation met fin à une anomalie existant depuis près d'un demi-siècle, à savoir l'existence d'une Organisation des Etats américains (OEA) dont le siège est à

Washington et dont Cuba a été exclu sous pression des autorités états-uniennes.

Les retards persistants dans le démarrage de la Banque du Sud créée par sept pays (dont, de toute façon, les opérations seront limitées en principe à l'Amérique du Sud) ne permettent pas non plus de concevoir une possibilité de prêt solidaire à court ou moyen terme à l'égard de Cuba. Enfin, la banque de l'ALBA, qui est à peine en phase de démarrage, ne dispose pas de membres suffisamment riches, à part le Venezuela, pour constituer une véritable source de financement pour Cuba.

Des réformes nécessaires dans le domaine de l'agriculture

Après avoir abordé les facteurs externes, traitons maintenant des facteurs internes. Le bilan de 50 ans de politique agricole à Cuba est négatif puisque, comme mentionné plus haut, plus de la moitié des calories consommées dans l'île proviennent des produits importés. On est donc loin de la souveraineté alimentaire. Pour répondre à cette situation, les autorités viennent d'attribuer en usufruit environ un million d'hectares en friche à 100 000 familles. On imagine mal que cette décision apporte une solution à la hauteur des problèmes. Quand on interroge les autorités concernant leur politique en matière de droit de propriété, elles répondent qu'il est exclu de modifier la législation actuelle afin de permettre l'extension de la propriété privée tant dans l'agriculture que dans le domaine de services. Elles veulent à juste titre éviter la reconstitution de grandes propriétés terriennes (latifundia). Il faut effectivement prendre des mesures pour éviter la reconstitution de rapports de production et de propriété capitalistes dans le secteur agricole comme dans le reste de la société cubaine, pas de doute là-dessus. Mais l'observateur se rend compte que le secteur de la petite propriété familiale privée est celui qui produit le plus efficacement les aliments. Or, ce secteur représente à peine quelques pour cent des terres arables du pays. L'Etat pourrait augmenter le nombre de familles pouvant accéder à la propriété de la terre à condition de produire des aliments. Ces familles paysannes se verraient interdire strictement de vendre leurs terres à des tiers afin d'éviter la

concentration de celles-ci et la reconstitution de grandes propriétés privées. L'Etat pourrait stimuler l'extension et la stabilisation d'une paysannerie productive constituée d'exploitants familiaux qui utiliseraient des méthodes organiques pour produire en quantité suffisante des aliments de qualité. La famille qui exploiterait une terre qui lui appartient devrait participer directement à la production et pourrait engager quelques salariés pour lui venir en aide à condition de respecter strictement le code du travail afin de garantir un salaire et des conditions de travail dignes et à condition de contribuer au financement de la sécurité sociale. On circonscrirait ainsi le secteur privé à la petite production marchande familiale qui pourrait coexister à côté des secteurs coopératif et étatique. On pourrait également, à côté des ces secteurs, développer une production agricole municipale, urbaine ou semi-urbaine, sous la responsabilité des autorités communales. En effet, au cours des vingt dernières années, les Cubains ont développé la production dans les potagers en milieu urbain ou semi-urbain et ont atteint un niveau d'efficacité élevé. L'expérience pourrait certainement être renforcée.

Le contrôle ouvrier, l'autogestion, le contrôle citoyen, l'organisation d'espaces de débat contradictoire...

Mais la condition sine qua non pour trouver des solutions aux problèmes de Cuba consiste immanquablement à faire un saut qualitatif dans la participation populaire sous différentes formes : le contrôle ouvrier, l'autogestion, le contrôle citoyen, l'organisation d'espaces de débat contradictoire, etc.

En effet, le problème fondamental à Cuba réside dans le fait que les travailleurs et les citoyens ne se sentent pas directement impliqués dans les décisions qui touchent à leur travail (conditions de travail, destination du produit de leur travail, maintenance des outils de travail...). Cela entraîne un niveau de productivité très bas, un gaspillage important ainsi qu'un niveau élevé de vols sur les lieux de travail. C'est le facteur interne essentiel qui explique les faiblesses intrinsèques du système cubain. Il est vrai que l'histoire du 20e siècle et du début du 21e offre peu d'exemples réussis dans la durée d'expériences de contrôle ouvrier et d'autogestion. Les pays qui ont tenté des expériences socialistes ont très vite connu

des déformations bureaucratiques et autoritaires, suivies carrément d'une dégénérescence. Malgré les difficultés objectives et subjectives, si un progrès radical n'est pas fait dans ce domaine, toutes les tentatives d'amélioration et de réforme risquent d'être vouées à l'échec et les désillusions et frustrations gagneront du terrain. Quand on interroge les autorités sur la question de la participation populaire, on obtient des réponses tout à fait évasives.

La fin repoussée de la libreta

Notamment pour faire face à la réduction des recettes de l'Etat, le gouvernement cubain a décidé il y a plus d'un an de mettre progressivement fin à l'existence de la libreta. Qu'est-ce que la libreta ? C'est le carnet dont chaque Cubain dispose et qui lui donne accès à une série de produits de base à un prix très bas, pratiquement symbolique. Ceux-ci couvrent environ 30% des besoins alimentaires. Cela représente, selon les calculs officiels, un coût pour l'Etat d'un milliard de dollars par an. Pour procurer à tous les Cubains les produits de la libreta à des prix hautement subventionnés, l'Etat doit dépenser cette somme soit sous forme d'achat en devises de produits importés, soit en rémunérant les producteurs locaux. L'écrasante majorité des Cubains tient à la libreta qu'elle considère comme un acquis. Dans les circonstances actuelles, il semble que le gouvernement se rende compte qu'une suppression de la libreta produirait un très grand mécontentement populaire. Il est probable qu'il renonce à la mise en pratique de cette décision dans l'année ou les deux années qui viennent. Mais la menace de suppression n'est pas abandonnée définitivement.

Depuis 20 ans de multiples commentateurs annoncent la fin imminente du régime castriste et/ou la restauration du capitalisme. Aucun de ces deux scénarios ne s'est réalisé et Cuba est toujours un pays où le capitalisme a été supprimé il y a 50 ans à la suite d'une révolution. Ce pays soumis à un blocus des Etats-Unis, blocus condamné chaque année par plus de 98% des membres de l'Assemblée générale des Nations unies, est une nouvelle fois confronté à des défis que seul un renouveau de l'autoactivité des masses pourra relever. ■

photomontage - Little Shiva (image principale de XiraX / Panoramio)



L'UE devrait-elle financer la sécurité israélienne?

✦ par Ben Hayes

Depuis que la communauté européenne a commencé à financer la recherche en 1984, les ressources disponibles ainsi que le choix de sujets sur la table ont progressivement augmenté (le cadre du dernier programme en date, le FP7 bénéficie d'un budget de 53 milliards d'euros pour 7 ans).

Aucun pays non européen n'a reçu, par habitant, plus qu'Israël de la part de la manne européenne. En effet, la Commission européenne a déclaré que désormais



l'UE venait juste après la fondation israélienne de science à Jérusalem, en tant que source de financement des recherches pour les universitaires, les corporations et les entreprises étatiques en Israël.

De plus, ce financement intègre le secteur de la sécurité d'Israël. Les revenus israéliens issus de l'exportation des produits dérivés de la lutte contre le terrorisme franchissent maintenant le milliard de dollars par an, selon le gouvernement israélien.

Depuis l'incorporation d'Israël dans "la zone de la recherche européenne", la Commission a approuvé une douzaine de contrats lucratifs européens de recherche tels que les industries aérospatiales israéliennes (un fabricant étatique de bourdons), Motorola Israël (producteur de "barrières

virtuelles" autour des colonies israéliennes) et Elbit Systems (une des plus grandes entreprises de technologie militaire privée d'Israël, responsable des segments aux alentours de Jérusalem du – pour reprendre le terme utilisé par les Nations unies – "mur de séparation" construit entre les communautés juive et palestinienne).

Financement européen de "projets de recherche en matière de sécurité"

Quelque 58 projets de recherche "en matière de sécurité" ont également été financés dans le cadre du nouveau composant du FP7, avec un budget de 1.4 milliard d'euros. Les sociétés et institutions israéliennes participent à douze de ces projets, dirigent et coordonnent cinq d'entre eux. Seuls le Royaume-Uni, l'Allemagne, la France et l'Italie dirigent plus de projets.

Verint se décrit comme un "leader dans l'optimisation des effectifs d'entreprise et dans les solutions de la sécurité, en matière de renseignements, y compris les vidéos de renseignement, la sécurité publique, le système de communication des informations et les solutions d'investigation". Ce qu'elle procure principalement, c'est la surveillance des lieux du travail, les caméras et vidéos de surveillance et les facilités des mises en écoute. En ce moment, Verint est effectivement subventionnée par l'UE pour développer les systèmes de surveillance et de communication qui pourraient par la suite être revendus aux États membres.

La raison d'être derrière l'établissement du Programme de recherche en matière de sécurité de l'UE était de renforcer la

"compétitivité industrielle" de l'industrie européenne naissante de la "sécurité de la patrie". La Commission soutient que le financement de la "sécurité de la patrie" d'Israël est totalement consistant avec cet objectif (dans la mesure où elle renforce "la base de connaissance" de l'Europe).

Mais est-ce que la Commission devrait donner plus d'argent au secteur fleurissant de la sécurité israélienne qu'aux institutions homologues dans la plupart des États européens ?

Plus important encore, est-ce qu'elle devrait ne serait-ce que la subventionner? Le contrôle israélien de ce qui reste des territoires palestiniens dépend maintenant autant du matériel et des logiciels fournis/assurés par son "industrie de la sécurité de la patrie" que de sa suprématie militaire traditionnelle.

L'Union européenne complice

L'UE risque de devenir complice des actions militaires qui montrent souvent peu de respect aux vies et aux moyens de subsister des civils. En outre, les subventions de l'UE lui donnent une image pour le moins peu modérée dans le processus de paix.

Aux yeux de beaucoup de palestiniens, c'est déjà compromis. En septembre dernier, Javier Solana, le chef de la politique étrangère de l'UE depuis 10 ans, a déclaré à une audience à Jérusalem: "Israël est, permettez-moi de le dire, un membre de l'Union européenne sans pour autant être un membre de ses institutions".

"Aucun pays en dehors du continent n'entretient le même type de relations qu'Israël avec l'Union européenne", a-t-il dit. Et d'ajouter que "la relation d'Israël avec l'Union européenne est plus forte aujourd'hui que celle de la Croatie" (qui espère toujours que sa candidature soit acceptée en 2011). ■

Ben Hayes est un directeur de projets du groupe de libertés civiles Statewatch et dirige un blog sur le programme des recherches de l'UE en matière de sécurité.

Traduction de l'anglais: Thouraya Ben Youssef

www.australiansforpalestine.com

En mémoire de Jos Geudens (1948-2010)

✦ par Eric Toussaint

Ecrire sur le décès d'un ami, c'est comme revenir sur ses pas et refaire une partie du chemin parcouru ensemble. Jos Geudens avait choisi une voie difficile : celle de la révolution en Belgique, ce petit pays fabriqué par les grandes puissances au début du 19e siècle. Elles ont rassemblé de bric et de broc deux peuples : les Flamands et les Wallons pour réaliser un Etat faible, tampon entre la France, l'Allemagne et la Grande-Bretagne. Jos était un Anversois débordant d'énergie. Pour lui, la défense des opprimés, de l'humanité et la solidarité constituait une préoccupation constante. Mettre cela en pratique était son pain quotidien.

Révolutionnaire jusqu'au bout

Nous nous sommes connus au cours des années 1970 en contribuant à la construction et au renforcement d'une organisation dont le nom à lui seul exprimait notre option commune : la Ligue Révolutionnaire des Travailleurs (LRT), section belge de la Quatrième Internationale. Jos est resté membre de l'organisation jusqu'à son décès.

Après quelques années, nous sommes retrouvés dans la Commission Enseignement de la LRT. La Commission rassemblait principalement des syndicalistes révolutionnaires affiliés au syndicat socialiste FGTB (Fédération Générale des Travailleurs de Belgique) au sein de la CGSP (Centrale Générale des Services Publics). La CGSP constituait alors un syndicat national regroupant 50 000 affiliés et ce, jusqu'aux années 1980, quand ce syndicat a été scindé en deux parties suivant une division communautaire entre les Flamands, d'un côté, et les francophones, de l'autre. Jos faisait partie de la Régionale d'Anvers, la régionale flamande la plus radicale. Nous avons contribué à mettre en place ce que nous appelions l'axe A - B - LC - Ig, c'est-à-dire, une alliance politique entre les régionales d'Anvers, de Bruxelles, du Centre (La Louvière) et de Liège. Nous avons aussi des relais dans la province

de Limbourg. Quand les délégués de ces régionales se mettaient d'accord sur une même position combative, ils arrivaient à entraîner tout le syndicat derrière eux car l'addition des affiliés de ces régionales constituait une majorité qui pouvait emporter la décision d'une grève au niveau du secteur de l'enseignement ou l'adoption d'une position politique de fond à faire ensuite partager dans l'ensemble du syndicat FGTB qui comptait plus d'un million d'affiliés. Jos jouait un rôle actif au comité de la Régionale d'Anvers.

Autres points de rencontre concernant l'enseignement : Jos était mû par la volonté de développer une pédagogie émancipatrice pour les opprimés, en l'occurrence les jeunes scolarisés d'origine populaire et/ou étrangère.

Jos a aussi participé à fond au combat des travailleurs communaux (on disait "les communaux") d'Anvers et de Liège quand ces deux villes, en particulier Liège, lourdement endettées dans les années 1980, ont été soumises à des mesures drastiques d'austérité : réduction des salaires, licenciements massifs, réduction des investissements, privatisation des services...

Internationaliste convaincu

Jos était aussi un internationaliste convaincu: actions de solidarité avec les travailleurs polonais en 1980-1983, avec les mineurs britanniques en 1984-1985, organisation de brigades de solidarité au Nicaragua sandiniste entre 1985 et 1990, actions de solidarité à l'égard des internationalistes de Tuzla et de Sarajevo pendant la guerre de Yougoslavie dans la première moitié des années 1990, sans oublier la solidarité avec la lutte du peuple palestinien...

Ces actions ont été menées dans le cadre de l'ONG Socialisme Sans Frontières et d'un regroupement de syndicalistes de la FGTB qui s'appelait "FGTBistes pour le Nicaragua".

Non contents de lutter contre les politiques d'austérité appliquées en Belgique sous le prétexte de rembourser la



dette, nous avons créé le Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde (CADTM) le 15 mars 1990. Il est frappant de constater que 20 ans plus tard, la dette publique au Nord est revenue sur le devant de la scène.

Au cours de ces années 1990, Jos a renforcé son engagement dans la lutte antiraciste face à la montée en Flandres du Vlaams Blok, parti d'extrême droite fascisant. Le soutien aux enfants de sans papiers, menacés d'être exclus du droit d'aller à l'école, a demandé de plus en plus d'énergie à Jos.

Finalement, lorsqu'il a atteint l'âge de la retraite, Jos est allé s'installer au Kenya. Bien qu'installé en Afrique, Jos se tenait systématiquement au courant de la politique en Belgique. Avec le décès de Jos, c'est une partie de nous qui s'en va. Nous gardons le souvenir de son engagement obstiné, sérieux, mais aussi de ses éclats de rire homériques ainsi que de la grande chaleur humaine qu'il dégageait. ■

Isabelle Malter Terrada

✦ par Les Jeunes Anticapitalistes

Les Jeunes anticapitalistes ont appris la triste nouvelle du décès d'Isabelle Malter Terrada, à l'âge de 25 ans. Isabelle avait participé aux actions, formations et réunions JAC avec une énergie impressionnante. Elle s'était investie, notamment, dans la Coordination contre les Rafles, les Expulsions et pour la Régularisation des sans-papiers (CRER) et était aussi motivée par les luttes contre la société de contrôle (MOBIB) et pour des transports publics, gratuits, de qualité et accessibles à tous. Nous ne l'avons connue que l'espace d'un instant, deux mois qui nous ont donné envie de la connaître plus. Mais Isa a choisi un autre chemin... Etoile filante, elle nous manquera. ■

la gauche
comprendre le monde pour le changer



XXVIIe Rencontres internationales des jeunes
500 jeunes anticapitalistes de toute l'Europe

Formations, débats et fiesta!

Du 25 au 31 juillet 2010 en Italie

Infos et inscriptions: Jeunes Anticapitalistes (JAC)
info@anticapitalisme.be // www.anticapitalisme.be